

2,3 MILLIARDS DE DOLLARS ALLOUÉS À DES PROJETS SUR LA BIODIVERSITÉ >
5,36 MILLIARDS DE DOLLARS MOBILISÉS SOUS FORME DE COFINANCEMENT >
790 PROJETS MIS EN ŒUVRE DANS PLUS DE 155 PAYS > 5 230 MICROFINANCE-
MENTS AU PROFIT D'ONG > 300 MILLIONS DE DOLLARS À L'APPUI DE 26 FONDS
FIDUCIAIRES > 1 600 AIRES PROTÉGÉES D'UNE SUPERFICIE TOTALE DE
360 MILLIONS D'HECTARES > PRISE EN COMPTE SYSTÉMATIQUE DE LA
BIODIVERSITÉ SUR PLUS DE 100 MILLIONS D'HECTARES > 122 CADRES NATIONAUX
DE BIOSÉCURITÉ

Financer la préservation de la biodiversité mondiale



Financer la préservation de la biodiversité mondiale

© 2008 Fonds pour l'environnement mondial
1818 H Street NW, Washington, DC 20433 USA

Première de couverture : Sebastião Salgado/Amazonas images

Table des matières

AVANT-PROPOS DE MONIQUE BARBUT	7
PRÉAMBULE PAR MARINA SILVA	11
INTRODUCTION PAR AHMED DJOHLAF	12
À PROPOS DU FONDS POUR L'ENVIRONNEMENT MONDIAL	13
SECTION 1 : Action du FEM à l'appui de la préservation de la biodiversité : Contexte général	15
L'état de la biodiversité dans le monde	15
Le FEM et la Convention sur la diversité biologique	17
Financements du FEM en faveur de la préservation de la biodiversité	18
SECTION 2 : Évolution de la stratégie du FEM dans le domaine de la biodiversité depuis sa création jusqu'à aujourd'hui	21
Stratégie opérationnelle et programmes d'opérations du FEM	21
Formulation des priorités stratégiques pour FEM-3	23
Stratégie du FEM dans le domaine d'intervention « diversité biologique » pour FEM-4	24

Table des matières (SUITE)

SECTION 3 :	Stratégie du FEM en matière de biodiversité : Application dans les faits	27
	Promouvoir la viabilité à long terme des réseaux de zones protégées	
	Cadre général	28
	Impact et innovations en matière de financement durable des dispositifs d'aires protégées au niveau national	33
	Enjeux et possibilités futurs	36
	Prise en compte systématique de la préservation de la biodiversité dans les zones terrestres et marines d'activité productive	
	Vue d'ensemble	43
	Impact et innovations des programmes de rémunération des services écologiques	45
	Enjeux et possibilités futurs	48
	Mise en œuvre du Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques	
	Contexte général	57
	Impact et innovations en matière de préparation des cadres nationaux de promotion de la biosécurité	57
	Enjeux et possibilités futurs	58
	Recherche de retombées positives à trois niveaux par la gestion durable des forêts tropicales	
	Cadre général	60
	Promouvoir la gestion durable des forêts tropicales : Le compte Forêts tropicales	61
SECTION 4 :	Suivi des projets du FEM dans le domaine de la biodiversité	63
	Suivi des résultats à l'échelle du portefeuille	63
	Résultats d'ensemble de FEM-3	65
SECTION 5 :	Perspectives d'avenir : Prochaines étapes pour le FEM	69
	Un nouveau FEM : Faire en sorte que l'impact de son action sur la biodiversité soit à la mesure des menaces	69





Avec un FEM plus fort, nous pourrions faire avancer notre cause commune, celle de la préservation des ressources mondiales, dans l'intérêt des générations futures

AVANT-PROPOS : PRÉSERVER LA BIODIVERSITÉ MONDIALE AUJOURD'HUI ET DEMAIN



Monique Barbut, directrice générale et présidente du FEM

Au vu des menaces pesant sur les espèces, la biodiversité mondiale s'appauvrit actuellement à un rythme qui n'est pas loin d'être 100 à 1 000 fois supérieur aux niveaux observés précédemment sur la base des données géologiques. L'Évaluation des écosystèmes pour le Millénaire, réalisée récemment avec le concours financier du FEM, a montré que 60 % des 24 principaux services écosystémiques que dispense la planète sont actuellement fortement dégradés et ne pourront pas répondre durablement à la demande en nourriture, en eau douce, en bois d'œuvre, en fibres et en combustibles, qui augmente rapidement. Le défi consiste donc à renverser la tendance marquée par un appauvrissement de la biodiversité et une dégradation des écosystèmes sans précédent, tout en répondant à la demande croissante de services écosystémiques. Il faudra pour cela modifier profondément nos politiques, nos institutions et nos pratiques.

Ce défi colossal est au cœur même de la mission du FEM. Le Fonds pour l'environnement mondial est un instrument financier conçu pour faire face aux coûts de l'intégration d'activités favorables à l'environnement mondial au processus de développement économique durable. Il a aussi le privilège de tenir lieu de mécanisme financier de la Convention sur la diversité biologique et de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. Le FEM se veut dans une large mesure la réponse initiale aux problèmes environnementaux de dimension planétaire d'une communauté internationale bien décidée à engager les actions requises pour renverser les tendances négatives observées dans le domaine de la biodiversité comme dans celui des services écosystémiques. Les aires protégées ont à cet égard valeur d'exemple. Les dispositifs d'aires protégées constituent en effet la

première ligne de défense contre les menaces qui pèsent sur certains habitats, espèces et écosystèmes. Le FEM est à ce jour la première source de financement des projets axés sur la création et la gestion avisée de zones protégées dans le monde entier – il a investi sur fonds propres plus de 1,6 milliard de dollars et mobilisé 4,15 milliards de dollars de cofinancement à l'appui de 1 600 aires protégées d'une superficie totale de 360 millions d'hectares. Dans le même temps, et en dépit de premiers résultats prometteurs, force est de constater que les dispositifs d'aires protégées existants sont encore très insuffisants, dans la mesure où certains échantillons représentatifs d'écosystèmes d'importance mondiale ne sont pas encore protégés comme ils le devraient.

Le FEM a également fait œuvre de pionnier en finançant la mise en place de mécanismes de marché visant à rétribuer la bonne gestion des ressources naturelles. Il s'est employé pour cela à promouvoir le principe de la rémunération des services écosystémiques. C'est notamment grâce à un projet de ce type que le Costa Rica, pays qui abrite une riche diversité biologique, a enregistré le taux de reforestation naturel le plus élevé parmi tous les pays tropicaux du monde, alors qu'il détenait jusqu'alors le triste record du taux de déboisement le plus élevé d'Amérique latine. Le FEM a déjà financé près de 30 projets de rémunération des services écosystémiques, mais cela ne suffit pas. Nous sommes aujourd'hui confrontés à de multiples exemples qui montrent que l'absence de mécanismes de marché adaptés et les carences des formules existantes sont aujourd'hui encore des facteurs de dégradation des écosystèmes et d'appauvrissement de la biodiversité.

Le FEM a progressé dans le financement des activités axées sur la prise en compte systématique de la biodiversité dans les systèmes de production, et en particulier dans les zones consacrées à la production de denrées alimentaires et d'autres produits agricoles.

Cette démarche novatrice fait intervenir le secteur privé, et notamment les grandes entreprises agroalimentaires, dans l'élaboration de solutions permettant de concilier production économique et gestion des ressources naturelles. Cela étant, ces initiatives relèvent aujourd'hui encore pour la plupart d'approches « innovantes » et ne sont pas encore pleinement intégrées au schéma mondial de production. Le FEM s'efforce par ailleurs, conformément aux objectifs de la Convention sur la diversité biologique, de promouvoir l'accès aux ressources génétiques et aux savoirs traditionnels qui s'y rapportent, de même que le partage des avantages résultant de leur utilisation. Toutefois, aucun régime international garant de l'accès aux ressources génétiques et du partage des avantages qui en découlent n'a été mis en place à ce jour, et tant qu'il n'en existera pas, les progrès réalisés dans ce domaine ne suffiront pas à répondre aux besoins.

Cette publication a pour objet de rendre compte des importantes réalisations à mettre à l'actif du FEM dans le domaine de la biodiversité. Des progrès notables ont été accomplis dans de nombreux domaines, et la Convention sur la diversité biologique, qui définit un plan d'action mondial, a été le fil conducteur de nos interventions. Aujourd'hui, le FEM appuie des centaines de projets dans plus de 155 pays. Pourtant, l'échelle de nos interventions n'est pas encore suffisante pour préserver efficacement la biodiversité, et nous n'avons toujours pas réussi à faire en sorte que la communauté internationale porte aux pressions qui s'exercent sur les écosystèmes autant d'attention qu'à la question du changement climatique.

Consciente de ces besoins, j'ai engagé, en collaboration avec le Conseil, un programme de réformes visant à faire du FEM un outil plus accessible, plus équitable et plus souple, capable de relever des défis de plus en plus ambitieux, de répondre aux attentes de clients et de partenaires de plus en plus exigeants, et de tirer

pleinement parti des possibilités qui se présentent. À titre d'exemple, dans le cadre de l'initiative « Portefeuille forêts tropicales », qui relève d'une approche programmatique dépassant le simple cadre de projets individuels, le FEM a entrepris d'investir dans des projets de protection des forêts tropicales d'importance prioritaire d'Amazonie, du Congo, de Nouvelle-Guinée, qui ont pour objet d'accroître les retombées positives des activités mises en œuvre sur la diversité biologique, le changement climatique et le bien-être des populations. Une fois renforcé et doté de ressources supplémentaires, le FEM pourrait devenir le point de convergence de nombreuses initiatives mieux coordonnées favorisant l'application à plus grande échelle de modèles présentant un réel potentiel.

En dernière analyse, si nous voulons véritablement agir de manière innovante, et à une échelle qui soit à la mesure des résultats visés, nous allons devoir accroître les ressources du FEM. Une fois doté de moyens renforcés, le FEM sera mieux à même d'agir aux fins de l'objectif commun que nous nous sommes fixé : celui de la protection des ressources de la planète, dans l'intérêt des générations futures. En tablant sur les atouts dont nous disposons, mais en ayant aussi toujours conscience de nos limites, je continuerai de tout mettre en œuvre pour que le FEM puisse répondre mieux qu'il ne le fait actuellement aux besoins de la communauté internationale. En mettant en place des partenariats mutuellement fructueux et en faisant preuve de créativité dans la façon dont nous levons et utilisons nos fonds, nous parviendrons, j'en suis certaine, à réaliser des progrès notables dans la construction d'un avenir durable, pour la biodiversité comme pour les sociétés humaines.

LES PRINCIPALES RÉALISATIONS DU FEM DANS LE DOMAINE DE PRÉSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ MONDIALE

- Le FEM, au titre de son domaine d'intervention « diversité biologique », a versé près de 2,3 milliards de dollars de dons et mobilisé 5,36 milliards de dollars de cofinancement, à l'appui de 790 projets mis en œuvre dans plus de 155 pays.
- Le FEM est la première source de financement des aires protégées dans le monde, et a investi dans plus de 1 600 aires protégées d'une superficie totale de 360 millions d'hectares, soit l'équivalent du Groenland et de la Mongolie réunis. Il a alloué plus de 1,56 milliard de dollars au profit d'aires protégées et mobilisé 4,15 milliards de dollars de cofinancement auprès des partenaires associés à ses projets.
- Pendant FEM-3 (2003-2006), le FEM est intervenu à l'appui de :
 - 41 pays (renforcement des dispositifs d'aires protégées) ;
 - 566 aires protégées (d'une superficie totale de 137 234 149 hectares) ;
 - 63 nouvelles aires protégées (20 004 213 hectares) ;
 - 10 sites du patrimoine mondial (5 868 817 hectares) ;
 - 47 écosystèmes hautement prioritaires abritant une biodiversité d'importance mondiale (41 314 416 hectares) ;
 - 32 Réserves de biosphère (26 389 842 hectares) ;
 - 40 sites Ramsar (3 060 447 hectares).
- Le FEM joue un rôle de chef de file au niveau mondial dans la mise en place de mécanismes de financement et de gestion durable de dispositifs nationaux d'aires protégées dans les pays en développement. Il a financé plus de 90 projets faisant intervenir des fonds fiduciaires pour la protection de l'environnement, des mécanismes de rémunération des services écosystémiques, des fonds renouvelables, des fonds privés, des investissements communautaires et d'autres formules de financement innovantes, dans le but de garantir des apports de fonds réguliers, fiables aux fins de gestion des aires protégées et de préservation de la biodiversité dans les pays en développement.
- Le FEM a fait œuvre de pionnier en intervenant à l'appui de plus de 26 fonds fiduciaires de protection de l'environnement, dans lesquels il a investi au total plus de 300 millions de dollars.
- Le portefeuille de projets du FEM axés sur la rémunération des services écosystémiques comprend à ce jour plus de 30 projets assortis de composantes visant expressément cet objectif. Le FEM a par ailleurs investi dans la mise en place de mécanismes nationaux de rémunération des services écosystémiques, dans des programmes régionaux ou locaux financés par le secteur privé et dans des partenariats public-privé.

LES PRINCIPALES RÉALISATIONS DU FEM DANS LE DOMAINE DE PRÉSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ MONDIALE (SUITE)

- Le FEM est également reconnu comme étant la principale source de financement du renforcement des capacités de prévention des risques biotechnologiques, domaine dans lequel il a investi plus de 75 millions de dollars et mobilisé plus de 50 millions de dollars de cofinancement.
- Le FEM a appuyé la préparation de cadres nationaux de promotion de la biosécurité dans 122 pays, contribuant ainsi à la ratification rapide du Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques, et a œuvré au renforcement des capacités nationales, pour une participation efficace des pays aux activités du Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques.
- Le FEM a aidé 32 pays à mettre en œuvre leurs cadres nationaux de promotion de la biosécurité et le Protocole de Cartagena.
- Le FEM a noué de solides partenariats avec les organisations de la société civile, et notamment les organisations non gouvernementales (ONG), les communautés autochtones et les populations locales dans le cadre de ses projets sur la biodiversité. Au titre de son Programme de microfinancements, il a alloué des microfinancements d'un montant total de 117 millions de dollars en faveur de plus de 5 230 projets de préservation de la biodiversité mis en œuvre à l'initiative d'ONG et de groupements de proximité dans 101 pays. Le Fonds du Partenariat pour la préservation des écosystèmes vitaux est un autre mécanisme de partenariat du FEM. Doté d'un budget de plus de 125 millions de dollars, il a permis de venir en aide à plus de 1 000 organisations de la société civile dans 33 pays, dans le cadre de projets visant à préserver les écosystèmes sensibles les plus importants de la planète .

PRÉAMBULE



Marina Silva, ministre de l'environnement du Brésil

L'année écoulée a marqué un tournant décisif dans le débat sur l'environnement mondial. La communauté internationale a véritablement pris conscience de la gravité du réchauffement planétaire, et cette prise de conscience a fait naître l'espoir que des actions concrètes seraient rapidement entreprises à l'issue de la conférence de Bali. Malheureusement, la question de l'appauvrissement de la biodiversité ne suscite pas encore le même intérêt et ne fait pas encore l'objet d'engagements aussi déterminés. La Convention sur la diversité biologique joue un rôle essentiel, dans la mesure où elle définit un programme d'action de grande envergure qui doit permettre à la communauté internationale de faire face aux défis liés à la préservation et à l'utilisation durable de la biodiversité. Dans le même temps, force est de constater que les questions concernant l'accès aux ressources génétiques et aux savoirs traditionnels connexes et le partage des avantages résultant de leur utilisation demeurent au second plan et appellent aujourd'hui un regain d'attention.

Lors de la huitième session de la Conférence des parties à la Convention sur la diversité biologique, tenue à Curitiba (Brésil), un consensus s'est dégagé autour d'un certain nombre de questions. Les participants ont notamment convenu que la communauté internationale ne pouvait plus attendre pour appliquer concrètement les dispositions de la Convention. Les projets pilotes ne sont pas suffisants, et nous devons maintenant agir à plus grande échelle et prendre systématiquement en compte la biodiversité dans tous les secteurs concernés de la société, tout en encourageant l'ensemble des acteurs intéressés à s'engager pleinement en faveur des objectifs visés. Il faudra pour cela déployer des efforts collectifs à l'échelle internationale et mobiliser les ressources nécessaires. Le FEM, qui a contribué de

manière déterminante à la mise en œuvre de la Convention, devra bientôt assumer des responsabilités encore plus importantes pour être à même de s'acquitter du mandat mondial qui lui a été confié.

Le Brésil est conscient du rôle primordial qu'a joué le FEM dans la mise en œuvre de politiques nationales intégrant le principe de la préservation de la biodiversité dans le contexte global de développement durable. Cela étant, nous n'ignorons pas que l'ampleur du défi à relever est largement supérieure aux capacités dont dispose le FEM. Pour corriger la situation, la communauté internationale va devoir doter le FEM des moyens et des ressources dont il a besoin pour devenir un instrument efficace à la mesure des engagements internationaux en faveur de la protection de la biodiversité mondiale souscrits au titre de la Convention. Une telle décision contribuerait incontestablement au développement durable et à l'élimination de la pauvreté. J'espère sincèrement que la communauté internationale saura relever le défi.

INTRODUCTION



Ahmed Djoghlaoui, secrétaire exécutif de la Convention sur la diversité biologique

Une des principales caractéristiques des conventions de Rio tient indéniablement à la mise en place d'un mécanisme financier à l'appui du développement durable.

Le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), qui fait office de mécanisme financier de la Convention sur la diversité biologique, a aidé les pays répondant aux critères d'attribution de ses ressources à honorer leurs engagements au regard des objectifs énoncés dans cet instrument juridique international unique en son genre. La diversité biologique de la planète est concentrée pour l'essentiel dans les pays en développement, et l'action que mène le FEM aux fins de l'application des dispositions de la CDB n'en est que plus importante.

La présente publication revient sur les réalisations à porter à l'actif du FEM depuis sa création, présente les grandes lignes de la stratégie du FEM en matière d'investissement, et ébauche la voie à suivre en prévision de la prochaine phase opérationnelle du FEM. Les réformes récemment engagées sous la conduite avisée de la directrice générale du FEM, M^{me} Monique Barbut, ont renforcé la capacité du Fonds à financer des activités de préservation de la biodiversité répondant aux besoins des parties. Ces réformes visent notamment à accélérer l'accès aux financements, et à améliorer le processus de consultation avec les parties à la CDB. Cette initiative intervient à point nommé, dans la mesure où la Convention est entrée dans une nouvelle phase qui fait suite à la huitième session de la Conférence des parties à la Convention, tenue à Curitiba (Brésil) en mars 2006, et devrait déboucher sur une plus large mise en œuvre des dispositions de la Convention.

Les premiers effets de ces réformes se sont fait sentir dès juillet 2007, lors du dialogue de haut niveau organisé à Paris entre la directrice générale du FEM et les parties à la Convention, qui a été suivi par la toute première rencontre entre un directeur général du FEM

et le Bureau de la Conférence des parties. Cet événement exceptionnel a coïncidé avec le lancement d'un projet pluriannuel financé par le FEM à l'appui du programme de travail sur les aires protégées élaboré au titre de la Convention. Il s'agit du premier projet conçu expressément pour aider les parties à la Convention à mettre en œuvre un programme de travail relevant de la Convention. Il vient compléter le vaste programme d'appui aux aires protégées mis en œuvre par le FEM, qui a notamment financé à hauteur de 1,56 milliard de dollars la création et la gestion d'aires protégées et mobilisé 4,15 milliards de dollars supplémentaires de cofinancement auprès des partenaires du projet, afin d'améliorer la gestion de plus de 1 600 aires protégées.

En mai 2008, la Conférence des parties à la Convention, qui se tiendra à Bonn, devrait permettre de poursuivre le travail visant à aligner les décisions relatives au financement des projets sur celles concernant les programmes de travail. La Conférence examinera à cette fin, et pour la première fois, des directives pluriannuelles qui seront données au FEM avant la cinquième reconstitution de ses ressources. Les parties examineront par ailleurs une stratégie de mobilisation des ressources préparée par le FEM, qui devrait également participer à sa mise en œuvre. Voilà qui devrait, selon moi, contribuer à renforcer l'efficacité du FEM et, par voie de conséquence, à faciliter la réalisation des objectifs de la Convention, à un moment où la communauté et les institutions internationales sont plus que jamais appelée à relever le double défi planétaire que représentent le changement climatique et l'appauvrissement sans précédent de la biodiversité.

Je ne doute pas que les 190 États parties à la Convention sur la diversité biologique pourront à cet égard compter sur l'appui d'un FEM plus fort et plus réactif qui saura les aider à atteindre le but visé à l'horizon 2010 en matière de protection de la biodiversité et les objectifs communs qu'ils se sont fixés à plus long terme, et à donner une application concrète aux trois objectifs de la Convention sur la vie sur terre.

À PROPOS DU FONDS POUR L'ENVIRONNEMENT MONDIAL



Le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) réunit 178 pays — en partenariat avec des institutions internationales, des organisations non gouvernementales (ONG) et le secteur privé — pour s'attaquer à des problèmes environnementaux à caractère mondial. Organisme indépendant, le FEM accorde des aides financières aux pays en développement ou en transition pour réaliser des projets dans les domaines de la biodiversité, du changement climatique, des eaux internationales, de la dégradation des sols, de la couche d'ozone et des polluants organiques persistants. Ces projets profitent à l'environnement à l'échelle de la planète. Ils sont le trait d'union des enjeux écologiques à l'échelle locale, nationale et mondiale, et favorisent l'adoption de moyens d'existence viables.

Créé en 1991, le FEM est aujourd'hui la première source de financement des projets d'amélioration de l'état environnemental du globe. Il a accordé des aides à hauteur de 7,6 milliards de dollars sur ses fonds propres et mobilisé plus de 30,6 milliards de dollars de cofinancement à l'appui de quelque 1 980 projets dans plus de 165 pays en développement ou en transition. Dans le cadre de son programme de microfinancements, il a également accordé plus de 7 000 financements à des organisations non gouvernementales et à des organismes de proximité.

Le FEM est un partenariat qui rassemble dix organisations : le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) ; le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) ; la Banque mondiale ; l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) ; l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), la Banque africaine de développement (BAfD), la Banque asiatique de développement (BAsD), la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), la Banque interaméricaine de développement (BID) et le Fonds international de développement agricole (FIDA). Le Groupe consultatif pour la science et la technologie (STAP) contrôle la qualité technique et scientifique des politiques et projets du FEM.

A landscape photograph capturing a misty, golden-hour scene. The foreground is filled with dark, dense vegetation, possibly a forest or a thicket of trees. In the middle ground, a thick layer of mist or low-lying clouds hangs over a valley, creating a soft, ethereal atmosphere. The background features rolling hills or mountains, their peaks softened by the distance and the light. The overall color palette is dominated by warm, golden-yellow and orange tones from the low sun, contrasting with the dark greens and browns of the foliage. The word "section" is overlaid in the bottom right corner in a large, white, sans-serif font.

section

Action du FEM à l'appui de la préservation de la biodiversité : Contexte général

L'état de la biodiversité dans le monde

Aux termes de la Convention sur la diversité biologique, ON ENTEND PAR DIVERSITÉ BIOLOGIQUE la « variabilité des organismes vivants de toute origine y compris, entre autres, les écosystèmes terrestres, marins et autres écosystèmes aquatiques et les complexes écologiques dont ils font partie ; cela comprend la diversité au sein des espèces et entre espèces ainsi que celle des écosystèmes »¹. La diversité biologique recouvre donc la vie elle-même, mais elle est aussi indispensable à toute forme de vie sur Terre. Ses fonctions sont indispensables au maintien des équilibres chimiques qui fournissent aux sociétés humaines des aliments, de l'eau et des matériaux. »

1



La diversité est gravement menacée, et l'on estime que son appauvrissement constitue pour l'humanité un des plus grands défis actuels. De tous les grands maux qui menacent l'environnement mondial, le recul de la biodiversité est probablement le seul qui soit irréversible. On ne dispose actuellement d'aucune évaluation précise de l'ampleur du phénomène, du fait principalement de l'absence d'informations de base fiables, tous niveaux confondus. À titre d'exemple, les scientifiques estiment qu'entre 1 et 10 % seulement de toutes les espèces qui existent probablement sur la planète ont été décrites à ce jour. En dépit de l'absence de données de base précises, les estimations actuelles du taux d'érosion de la biodiversité suscitent de vives inquiétudes.

La Liste rouge des espèces menacées de l'UICN rend compte de l'évolution de la situation de chaque espèce. À l'heure actuelle, sur les 41 415 espèces évaluées du point de vue de leur état de conservation global, 16 306 seraient aujourd'hui menacées d'extinction, soit 16 118 de plus que lors de la précédente évaluation. Au total, entre 12 et 52 % de l'ensemble des espèces connues appartenant aux principaux groupes d'espèces seraient actuellement menacées. Le fait que le taux actuel d'extinction des espèces soit jusqu'à 1 000 fois supérieur à celui relevé dans les archives fossiles est particulièrement alarmant².

À une telle échelle, le recul de la diversité biologique devient une menace pour les systèmes entretenant la vie, qui sont indispensables à la survie des sociétés et des économies. Les conclusions de l'Évaluation des écosystèmes pour le Millénaire, vaste entreprise mondiale visant à évaluer les retombées sur le bien-être humain de l'évolution des écosystèmes et à jeter les bases scientifiques de l'action à mener pour préserver et utiliser durablement les écosystèmes, montrent que plus de 60 % des services écologiques évalués (15 sur 24) sont dégradés ou utilisés de manière non viable³. La dégradation de ces écosystèmes et de leurs fonctions

ont des conséquences graves sur la vie sur Terre. Le recul et la dégradation des écosystèmes contribuent à accélérer la disparition des espèces et à réduire les services écosystémiques actuels et futurs dont nos sociétés dépendent. En outre, leurs impacts sont ressentis de manière disproportionnée par les plus pauvres.

En bref, en ce début de troisième millénaire, la destruction de la vie dont nous sommes les témoins s'opère à un rythme sans précédent. Ce phénomène aura des conséquences encore inconnues mais vraisemblablement très graves pour l'avenir des sociétés humaines et toutes les formes de vie sur la planète.

Le FEM et la Convention sur la diversité biologique

La Convention sur la diversité biologique définit le cadre mondial au sein duquel doivent être abordées les questions relatives à la biodiversité. La Convention énonce également les directives applicables au Fonds pour l'environnement mondial (FEM) qui a pour rôle d'aider les pays à honorer les obligations que leur impose la Convention. En d'autres termes, le FEM tient lieu de mécanisme financier de la Convention. Son fonctionnement est régi par un accord multilatéral qui compte 190 parties, et qui est le seul accord contraignant de ce type conclu dans ce domaine. Les objectifs de la CDB, tels qu'ils sont énoncés à l'article 1, sont « ...la préservation de la biodiversité, l'utilisation durable de ses éléments et le partage juste et équitable des avantages découlant de l'exploitation des ressources génétiques, notamment grâce à un accès satisfaisant aux ressources génétiques et à un transfert approprié des techniques pertinentes, compte tenu de tous les droits sur ces ressources et aux techniques, et grâce à un financement adéquat »⁴.

1. Convention sur la diversité biologique
2. 2004, Liste rouge des espèces menacées de l'UICN : évaluation mondiale des espèces. Commission de la sauvegarde des espèces de l'UICN. 2004, Gland.
3. Évaluation des écosystèmes pour le millénaire, 2005, les écosystèmes et le bien-être humain : synthèse sur la diversité biologique.
4. Article 1 : Objectifs.

Les relations entre la Conférence des parties à la CDB et le FEM sont régies par un Mémoire d'accord⁵. Conformément à l'article 21 de la Convention, la Conférence des parties détermine la politique générale, la stratégie et les priorités du programme ainsi que les critères définissant les conditions d'attribution et d'utilisation des ressources mises à la disposition des parties par le biais du mécanisme financier que constitue le FEM, y compris en matière de suivi et d'évaluation. Pour traduire concrètement les directives de la Conférence des parties en politiques opérationnelles, le Secrétariat, en consultation avec les Entités d'exécution du FEM, détermine comment appliquer au mieux ces directives. Le FEM définit des objectifs et des approches stratégiques, des modalités, des procédures et des critères opérationnels nouveaux ou renforcés, ou toute autre procédure qu'il juge nécessaire, avant de les soumettre au Conseil pour approbation. Conformément aux directives de la Conférence des parties, le FEM et ses Agents et Organismes d'exécution interviennent à l'appui de projets et de programmes qui sont engagés à l'initiative des pays, répondent aux priorités nationales et ont été approuvés par les points focaux du FEM concernés (projets à part entière, projets de moyenne envergure, Programme de microfinancements, activités habitantes, par exemple).

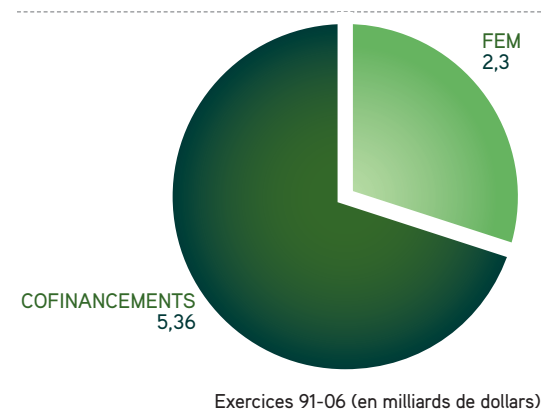
Financements du FEM en faveur de la préservation de la biodiversité

Les coûts de mise en œuvre d'activités aux effets salutaires sur l'environnement mondial sont généralement trop élevés pour des pays en développement qui doivent par ailleurs faire face à des priorités nationales en matière de développement économique et d'environnement. En conséquence, le FEM finance le surcoût de mesures aux effets salutaires

sur l'environnement mondial mises en œuvre dans le domaine de la préservation et de l'utilisation durable de la biodiversité. Les projets du FEM relatifs à la biodiversité constituent, depuis la création du FEM, le principal portefeuille de projets du Fonds du point de vue des financements qui leur sont alloués. Pendant l'exercice 06, les projets du FEM dans le domaine de la biodiversité ont absorbé près de 36 % du montant total des aides financières accordées par le FEM aux pays en développement et en transition. Venaient ensuite les projets relatifs au changement climatique, avec environ 35 %. Depuis 1991, le FEM a versé quelque 2,3 milliards de dollars et mobilisé 5,36 milliards de dollars supplémentaires sous forme de cofinancement à l'appui d'environ 790 projets visant à combattre l'appauvrissement de la biodiversité d'importance mondiale dans plus de 155 pays (voir figure 1).

FIGURE 1 >

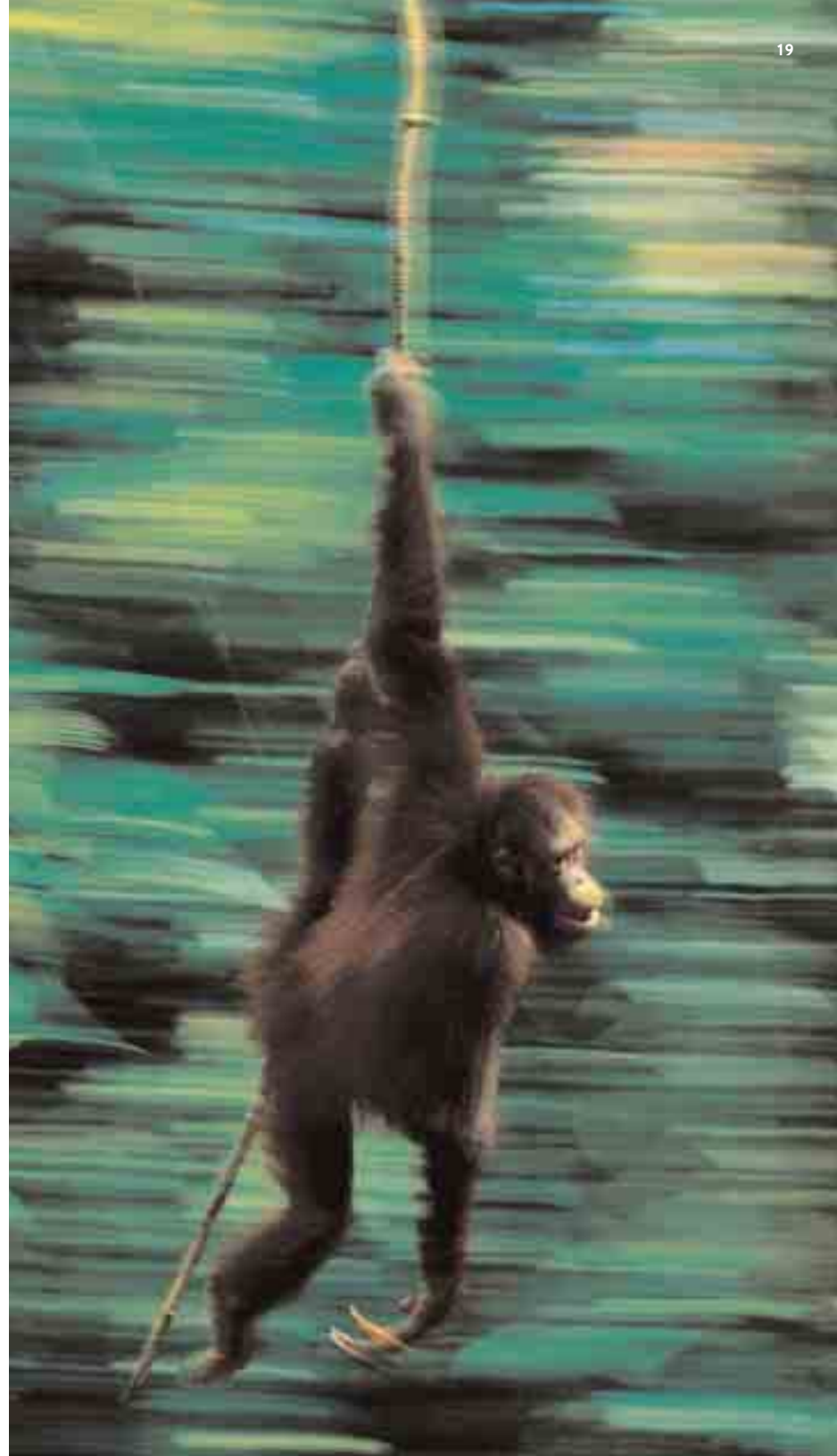
Investissements du FEM dans le domaine de la biodiversité



Exercices 91-06 (en milliards de dollars)

5 Décision III/6 : Mémoire d'accord entre la Conférence des parties à la Convention sur la diversité biologique et le Conseil du Fonds pour l'environnement mondial.

Les projets du FEM relatifs à la biodiversité constituent, depuis la création du FEM, le principal portefeuille de projets du Fonds du point de vue des financements qui leur sont alloués.





section

Évolution de la stratégie du FEM dans le domaine de la biodiversité, depuis sa création jusqu'à aujourd'hui

Stratégie opérationnelle et programmes d'opérations du FEM

AVANT L'ADOPTION des priorités stratégiques de FEM-3 (2003-2006), le portefeuille de projets du FEM dans le domaine de la biodiversité s'appuyait sur la Stratégie opérationnelle et les programmes d'opérations du FEM, ainsi que sur les directives données au FEM par la Conférence des parties⁶. La Stratégie opérationnelle du FEM définit les dix principes opérationnels régissant l'élaboration et l'exécution du programme de travail du FEM. Les programmes d'opération du FEM relatifs à la biodiversité reposent sur la Stratégie opérationnelle du FEM et définissent, pour chaque type d'écosystème, des critères précis au regard desquels les projets du FEM ont été conçus et évalués. Lors des tout premiers stades de mise en œuvre des projets du FEM sur la biodiversité, les ressources du FEM étaient attribuées en priorité à des projets répondant à au moins un des critères applicables aux cinq programmes d'opérations relevant du domaine d'intervention « diversité biologique »⁷. »





Le but du programme du FEM dans le domaine de la diversité biologique est la préservation et l'utilisation durable de la biodiversité, le maintien des biens et services écosystémiques qui en découlent pour la société, et le partage juste et équitable des avantages résultant de l'exploitation des ressources génétiques.

Formulation des priorités stratégiques pour FEM-3

Après avoir pris connaissance des conclusions des deux évaluations externes des projets sur la biodiversité (Deuxième étude sectorielle sur la biodiversité et Second bilan global du FEM), le FEM a élaboré pour FEM-3 une stratégie visant à axer les investissements du FEM sur quatre priorités stratégiques :

1. Priorité stratégique 1 : Renforcer la viabilité des dispositifs d'aires protégées
2. Priorité stratégique 2 : Prendre systématiquement en compte la biodiversité dans les paysages terrestres et marins et les secteurs d'activité économique
3. Priorité stratégique 3 : Renforcer les capacités d'application de la Convention des Nations Unies sur la diversité biologique et du Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques
4. Priorité stratégique 4 : Mettre au point et diffuser des méthodes de référence pour s'attaquer aux problèmes nouveaux et existants en matière de biodiversité.

La stratégie visant à mieux cibler les investissements du FEM avait notamment pour objectif d'affecter les ressources limitées dont dispose le FEM de façon à optimiser l'impact de ses activités sur l'environnement mondial. Les priorités stratégiques de FEM-3 tenaient compte des recommandations les plus pertinentes formulées dans le cadre des exercices d'évaluation précités, et définissaient un cadre applicable à

l'ensemble du portefeuille relatif à la biodiversité, cadre visant à :

- mettre davantage l'accent sur la viabilité à long terme et la transposabilité des projets ;
- préconiser, lorsque la situation le justifiait, d'aller au-delà de la démarche axée sur les projets et de privilégier une démarche stratégique globale visant à créer un environnement national favorable à la préservation durable de la biodiversité ;
- intégrer la biodiversité à d'autres secteurs en la prenant systématiquement en compte dans tous les programmes de développement durable et les secteurs d'activité économique ;
- prôner une collaboration plus efficace avec le secteur privé ;
- prévoir un renforcement des interventions à l'appui des objectifs de la CDB axés sur l'utilisation durable des ressources et le partage des avantages qui en découlent ;
- tenir plus systématiquement compte de la participation des différents acteurs concernés ;
- renforcer encore le rôle de médiateurs des Agents d'exécution du FEM en matière de développement, dans le contexte des documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP), des stratégies d'assistance aux pays (CAS) et d'autres outils de même type élaborés à l'initiative des pays ;
- mettre l'accent sur la diffusion des outils, enseignements et méthodes optimales auprès d'un plus large public.

6. Voir <http://gefweb.org>

7. Écosystèmes arides et semi-arides, écosystèmes côtiers, marins et dulcicoles, écosystèmes forestiers, écosystèmes montagneux et préservation de la biodiversité agricole.

Stratégie du FEM dans le domaine d'intervention « diversité biologique » pour FEM-4

Le FEM a révisé sa stratégie dans le domaine d'intervention « diversité biologique » pour FEM-4 (2007-2010)⁸ à la lumière des enseignements tirés de la mise en œuvre des projets au titre de FEM-3, et en réponse à l'évolution de la réflexion sur les facteurs d'appauvrissement de la biodiversité. L'Évaluation des écosystèmes pour le Millénaire, financée par le FEM, a montré que la transformation des habitats, les changements climatiques, les espèces exotiques envahissantes, la surexploitation des espèces et la pollution sont les facteurs directs les plus importants d'appauvrissement de la diversité biologique et des changements au niveau des biens et services dispensés par les écosystèmes⁹. Ces facteurs directs sont eux-mêmes influencés par un ensemble de facteurs indirects de changement, tels que la démographie, la conjoncture économique mondiale, la gouvernance, le cadre institutionnel et juridique, la science et la technologie, et les valeurs culturelles et religieuses. La stratégie pour FEM-4 dans le domaine d'intervention « diversité biologique » couvre un sous-ensemble de ces facteurs directs et indirects d'appauvrissement de la biodiversité et privilégie les méthodes qui, par leur effet d'entraînement, permettent au FEM de contribuer au mieux à une préservation durable de ce patrimoine.

Le but du programme du FEM dans ce domaine est la préservation et l'utilisation durable de la biodiversité, le maintien des biens et services écosystémiques qui en découlent pour la société, et le partage juste et équitable des avantages résultant de l'exploitation des ressources génétiques. Pour atteindre ce but, la stratégie de FEM-4 comporte quatre objectifs complémentaires et indissociables : 1) améliorer la viabilité des dispositifs d'aires protégées, mode d'utilisation des terres le plus répandu dans le monde pour contribuer directement à la

préservation de la biodiversité ; 2) prendre systématiquement en compte la préservation et l'utilisation durable de la biodiversité dans les secteurs d'activité économique ayant des effets sur ce patrimoine ; 3) sauvegarder la biodiversité par le renforcement de la capacité des pays à appliquer le Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques et la prévention et l'action sur les espèces invasives 4) renforcer la capacité à contribuer à l'application des Lignes directrices de Bonn sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages résultant de leur exploitation¹⁰. À l'appui de ces objectifs, le FEM aidera à renforcer les capacités institutionnelles et à élaborer les politiques publiques voulues pour préserver durablement la biodiversité.

Les objectifs stratégiques à long terme et les programmes stratégiques redéfinis à l'occasion de la quatrième reconstitution des ressources du FEM remplacent l'ancienne structure composée de programmes d'opérations et de priorités stratégiques. Cette nouvelle structure privilégie la poursuite de la stratégie d'investissement du FEM, tout en mettant davantage l'accent sur des interventions précises axées sur la préservation durable de la biodiversité. Elle allie continuité et souplesse, et vient à l'appui de la priorité donnée aux résultats (*voir tableau 1*).

La stratégie s'inscrit dans le droit fil d'une approche intégrée de la préservation et de l'utilisation durable de la biodiversité, découlant de la démarche écosystémique qui constitue le principal cadre d'action prévu par la Convention sur la diversité biologique¹¹. La réalisation de l'ensemble de ces objectifs stratégiques aidera beaucoup à atteindre la plupart des objectifs de développement pour le Millénaire, notamment sur les fronts de la viabilité écologique et du recul de la pauvreté, tout en respectant les priorités fixées par la Conférence des parties à la CDB.

8. La stratégie du FEM dans le domaine d'intervention « diversité biologique » pour FEM-4 est disponible à l'adresse : http://gefweb.org/uploadedFiles/Focal_Areas/Biodiversity/GEF4%20strategy%20BD%20Oct%202007.pdf
9. Évaluation des écosystèmes pour le Millénaire, 2005, les écosystèmes et le bien-être humain : Synthèse sur la diversité biologique, Island Press, Washington
10. La sixième session de la Conférence des parties, tenue en 2002, a notamment débouché sur l'adoption des Lignes directrices de Bonn sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages résultant de leur exploitation (voir décision VI/24). Ces lignes directrices non contraignantes ont pour but d'aider les parties, les États et les autres acteurs concernés à élaborer des mesures législatives, administratives ou réglementaires relatives à l'accès aux ressources génétiques et au partage des avantages découlant de leur utilisation, ou à négocier des arrangements contractuels applicables à l'accès aux ressources et au partage des avantages résultants de leur exploitation.
11. Décision CDB COP V/6.

TABLEAU 1 : Objectifs à long terme et programmes stratégiques dans le domaine d'intervention « diversité biologique » pour FEM-4

OBJECTIFS STRATÉGIQUES À LONG TERME	PROGRAMMES STRATÉGIQUES POUR FEM-4
1 : RENFORCER LA VIABILITÉ DES DISPOSITIFS D'AIRES PROTÉGÉES	1. Financement durable des dispositifs d'aires protégées au niveau national 2. Accroissement de la représentation des zones marines protégées et efficacement gérées dans les dispositifs d'aires protégées 3. Renforcement des dispositifs d'aires terrestres protégées
2 : PRENDRE SYSTÉMATIQUEMENT EN COMPTE LA BIODIVERSITÉ DANS LES ZONES MARINES ET TERRESTRES ET LES SECTEURS D'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE	4. Renforcement des politiques publiques et du cadre réglementaire pour internaliser la biodiversité 5. Promotion des marchés des biens et services fournis par la biodiversité
3 : SAUVEGARDER LA BIODIVERSITÉ	6. Renforcement de la capacité à appliquer le Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques 7. Prévention et action sur les espèces invasives
4 : RENFORCER LA CAPACITÉ À ACCÉDER AUX RESSOURCES GÉNÉTIQUES ET À PARTAGER LES AVANTAGES RÉSULTANT DE LEUR EXPLOITATION	8. Renforcement de la capacité à accéder aux ressources génétiques et à partager les avantages résultant de leur exploitation

A photograph of a man in a natural, dry environment, possibly a savanna or bushland. He is shirtless, wearing a simple loincloth, and is holding a long spear. He is in a dynamic pose, leaning forward with his arms extended, as if he is about to throw the spear or is in the middle of a hunt. The background is filled with dry, yellowish-brown grass and some sparse, dry shrubs. The overall tone of the image is warm and naturalistic.

Section

Stratégie du FEM en matière de biodiversité : Application dans les faits

Initialement fondée sur des actions localisées, la **STRATÉGIE DU FEM EN MATIÈRE DE BIODIVERSITÉ** vise désormais à compléter les activités engagées au titre des projets par des investissements contribuant à lever les obstacles systémiques qui entravent le financement à moyen ou long terme de la préservation de la biodiversité. Cette section fait brièvement le point sur les objectifs stratégiques de la stratégie du domaine « biodiversité » pour FEM-4 qui ont attiré les financements les plus importants à ce jour, et présente les innovations mises en œuvre pour lever certains obstacles majeurs à la protection durable de la biodiversité ainsi que les succès rencontrés. Il s'agit notamment d'interventions menées à l'échelle des projets et des programmes en vue d'améliorer les réseaux de zones protégées, de promouvoir des solutions fondées sur le jeu du marché pour favoriser l'utilisation durable de la biodiversité, de préparer et d'appliquer des cadres nationaux de promotion de la biosécurité, ou encore de rechercher des avantages multiples (tels que la protection des forêts, l'atténuation du changement climatique et le maintien des moyens de subsistance) en favorisant la gestion durable des forêts. »

Promouvoir la viabilité à long terme des réseaux de zones protégées

Cadre général

Les aires protégées demeurent le principal outil de préservation de la biodiversité, que ce soit aux fins des processus de la CDB ou par les acteurs de la protection de l'environnement. Les aides financières du FEM à la biodiversité appuient majoritairement des actions de conservation *in situ*, avec plus de 70 % des projets de son portefeuille dans ce domaine consacrés à la gestion des zones protégées¹². Première source de financement des zones protégées dans le monde, le FEM a investi entre 1991 et juin 2006 dans plus de 1 600 d'entre elles, soit plus de 360 millions d'hectares ou une surface égale à celle du Groenland et de la Mongolie réunis. Ceci représente près de 20 % de la superficie totale classée en aires protégées dans le monde¹³. Au cours de la même période, le FEM a fourni plus de 1,56 milliard de dollars pour le financement des zones protégées, ce qui a permis de mobiliser 4,15 milliards de dollars de cofinancement auprès des partenaires des projets. Par ailleurs, les ressources allouées aux projets soutenant des dispositifs d'aires protégées ont augmenté à chaque nouveau cycle de reconstitution des ressources de la Caisse du FEM. Pendant FEM-4 (2007-2010), près d'un milliard de dollars a été affecté au programme « biodiversité », dont 450 millions de dollars sont directement alloués aux programmes stratégiques pour la gestion des réseaux de zones protégées.

Par « dispositif viable d'aires protégées », le FEM entend un système présentant les caractéristiques suivantes : a) il est doté de ressources, y compris d'origine extérieure, prévisibles et suffisantes pour couvrir le coût de sa gestion ; b) il comprend des échantillons écologiquement viables, représentatifs de différents écosystèmes ; et c) il dispose des moyens individuels, institutionnels et systémiques voulus pour

que la gestion des aires protégées atteigne ses objectifs. Le FEM finance des interventions globales portant sur ces trois aspects de la gestion des aires protégées pour renforcer la viabilité à long terme du dispositif.

L'aide fournie pendant FEM-4 pour renforcer la viabilité des dispositifs d'aires protégées s'articule sur trois programmes stratégiques : a) financement durable des dispositifs d'aires protégées au niveau national ; b) représentation accrue des zones marines protégées faisant l'objet d'une gestion avisée dans les dispositifs d'aires protégées ; et c) renforcement des réseaux d'aires terrestres protégées.

Pour promouvoir efficacement les objectifs de la CDB, le FEM privilégie les dispositifs d'aires protégées plutôt que ces aires prises individuellement. À l'échelle des écosystèmes, il s'agit notamment d'intégrer leur gestion à celle des paysages terrestres et marins au sens large. Cette approche reconnaît l'importance des couloirs écologiques qui contribuent à la préservation et à l'utilisation durable de la biodiversité, favorisent la connectivité écologique entre les aires protégées et tiennent également compte de la nécessité de contrer les menaces extérieures. Les zones protégées peuvent ainsi atteindre plus efficacement leur objectif fondamental de préservation de la biodiversité tout en contribuant au recul de la pauvreté dans les zones rurales.

12. Le Fonds pour l'environnement mondial, 2004. Étude sectorielle sur la diversité biologique, FEM-BSE.

13. Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), Centre mondial de surveillance continue de la conservation de la nature (PNUE-CMSC), 2003. Liste des zones protégées des Nations Unies, Cambridge, Royaume-Uni. Publication conjointe de l'UICN et du PNUE-CMSC.

Le FEM a investi dans plus de 1 600 zones protégées, soit plus de 360 millions d'hectares ou une surface égale à celle du Groenland et de la Mongolie réunis. Il a fourni plus de 1,56 milliard de dollars en vue du financement de zones protégées, ce qui a permis de mobiliser 4,15 milliards de dollars de cofinancement auprès des partenaires des projets.



ÉTUDE DE CAS >

Garantir un avenir financier stable pour les zones protégées

Le premier fonds fiduciaire financé par le FEM était le *Fonds fiduciaire du Bhoutan pour la préservation de l'environnement* (financement du FEM : 10 millions de dollars, cofinancement : 7,57 millions de dollars) qui avait pour objet d'apporter un soutien à long terme aux zones protégées et à la protection de la diversité biologique en général. Ce projet a reçu le soutien technique de la Banque mondiale, du PNUD, du Fonds mondial pour la nature et d'autre ONG, ainsi que des aides financières des pays européens.

Les flux de recettes du fonds de dotation servent à financer à long terme les charges récurrentes et les dépenses d'exploitation liées à la gestion des zones protégées et des autres initiatives de protection de l'environnement. La dotation permanente du fonds fiduciaire du Bhoutan (environ 32 millions de dollars) rapporte chaque année 1,5 million de dollars au minimum.

L'accord portant création du fonds fiduciaire comporte une clause par laquelle le Gouvernement royal du Bhoutan s'engage à conserver à perpétuité le couvert forestier de 60 % des 4 700 000 hectares de son territoire national, soit plus de 2 820 000 hectares protégés. Le fonds fiduciaire a contribué à financer la préservation et la bonne gestion de ces aires boisées, appuyer la préparation et l'application de plans de gestion, renforcer les capacités des intervenants du secteur, réaliser des recherches et des enquêtes biologiques, apporter un soutien aux institutions concernées en vue de la gestion communautaire des ressources naturelles, et à éduquer et sensibiliser les populations à la protection de l'environnement.

Depuis lors, des fonds fiduciaires pour la protection de l'environnement ont été constitués au Pérou, au Brésil, en Bolivie, en Colombie, au Mexique, dans les Carpates orientales en Europe, au Cap de Bonne Espérance en Afrique du Sud et dans les réserves de gorilles de Bwindi et Mgahinga en Ouganda, pour ne citer que ceux-là ; les dotations du FEM assurent un appui durable à la préservation de la biodiversité, et plus particulièrement à la gestion des dispositifs d'aires protégées (*voir le tableau 2*).





Le FEM fait œuvre de pionnier, et il est reconnu comme tel, par le soutien qu'il apporte au niveau mondial à plus de 26 fonds fiduciaires pour la préservation de la biodiversité, dans lesquels il a investi au total plus de 300 millions de dollars.

Impact et innovations en matière de financement durable des dispositifs d'aires protégées au niveau national

Le FEM a apporté son concours aux pays en développement pour constituer et appliquer différents mécanismes financiers novateurs. Il fait notamment œuvre de pionnier, et il est reconnu comme tel, par le soutien qu'il apporte à plus de 26 fonds fiduciaires pour la préservation de la biodiversité dans le monde dans lesquels il a investi au total plus de 300 millions de dollars. Il a aussi soutenu les actions visant à diversifier les sources de revenus afin de financer les frais de gestion des zones protégées par des systèmes de rémunération des services écologiques, de mesures fiscales incitatives et d'autres mécanismes. Les exemples présentés ci-après en disent plus long sur le succès de certaines interventions soutenues par le FEM en vue d'asseoir le financement durable des réseaux de zones protégées dans le monde.

TABLEAU 2 > Fonds fiduciaires constitués avec l'appui financier du FEM

PAYS	FONDS FIDUCIAIRE
AFRIQUE DU SUD	Fonds du massif de Table Mountain
ALBANIE	Fond de préservation de l'environnement de Butrint
BÉNIN	Fonds fiduciaire international pour la préservation de la biodiversité
BHOUTAN	Fonds fiduciaire pour la préservation de l'environnement
BOLIVIE	FUNDESNAPE – Fondation bolivienne pour le développement du réseau national de zones protégées
BRÉSIL	Fonds brésilien pour la biodiversité (FUNBIO)
COLOMBIE	Fonds fiduciaire à l'appui du réseau national de zones protégées
COSTA RICA	Fonds fiduciaire pour la rémunération des services écologiques
CÔTE D'IVOIRE	Fonds de financement des zones protégées
ÉQUATEUR	FAN Équateur – Fonds national pour l'environnement
KAZAKHSTAN	Fonds pour la préservation de la biodiversité
MALAWI	Fonds Mulanje de protection de la nature
MEXIQUE	FMCN - Fonds de protection de la nature
OUGANDA	Fonds de protection de la forêt dense de Mgahinga-Bwindi
PAKISTAN	Fonds de protection des vallées
PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE	Fonds Mama Graun de protection de la nature
PÉROU	Fonds fiduciaires nationaux pour les zones protégées (PROFONANPE)
RÉGION AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES	Fonds de protection des récifs mésoaméricains
RUSSIE	Fond de préservation de la diversité des salmonidés
RUSSIE	Fonds fiduciaire pour la diversité biologique du Kamchatka
SRI LANKA	Fonds pour la préservation des zones protégées
SURINAME	Fonds de protection de l'environnement
TANZANIE	Fond de conservation des montagnes de l'arc oriental des rifts
UKRAINE	Fondation pour la préservation de la biodiversité des Carpates orientales
VIET NAM	Fonds de protection de la faune et de la flore sauvages
YÉMEN	Fond de préservation de la biodiversité de Socotra



ÉTUDE DE CAS >

Diversification des sources de revenus pour la gestion des zones protégées

La mise en œuvre du projet *Services écologiques* au Mexique (financement du FEM : 15 millions de dollars ; cofinancement : 166,8 millions de dollars) a démarré en 2006 ; les recettes provenant de la rémunération des services écologiques viennent augmenter et diversifier les fonds disponibles pour la gestion du réseau de zones protégées du pays. Le projet vise à s'assurer que l'offre de services écologiques soit porteuse d'avantages nationaux (comme l'approvisionnement en eau) et mondiaux (préservation de la biodiversité et piégeage du carbone). Il contribue à la protection des écosystèmes forestiers et montagneux d'importance mondiale. Tous les sites retenus pour la mise en place des programmes de rémunération des services environnementaux correspondent à au moins deux des catégories suivantes jugées hautement prioritaires pour la préservation de la biodiversité : i) zones protégées naturelles existantes ; ii) écorégions terrestres prioritaires désignées par la CONABIO ; iii) zones d'importance majeure pour la survie des espèces endémiques ou la protection des aires clés de reproduction, d'alimentation et de migration des oiseaux ; et, iv) zones humides d'importance internationale (Convention Ramsar). Le projet contribue aussi au renforcement des capacités des acteurs concernés dont les pouvoirs publics, les associations communautaires et les ONG ; à la mise en place de mécanismes de financement durable, notamment un fonds de dotation ; à l'adoption de dispositions juridiques, institutionnelles et financières pour tester des systèmes de rémunération des services écologiques fondés sur les lois du marché ; à la collecte d'informations sur les liens entre les changements d'affectation des terres, l'amélioration des approvisionnements en eau et la préservation de la biodiversité ; et à la définition de méthodes de référence en vue de la transposition, de l'expansion et du maintien des programmes de rémunération des services écologiques fondés sur le jeu du marché. Enfin, d'ici la fin du projet, 200 000 hectares de forêts et autres écosystèmes naturels abritant une biodiversité d'importance mondiale devraient être placés sous la bonne gestion des propriétaires fonciers dans les zones tampons ainsi que dans les couloirs biologiques qui relient les zones protégées, en particulier dans la partie mexicaine du couloir biologique mésoaméricain.

Le projet *Gestion efficace du réseau national de zones protégées* exécuté en Zambie (financement du FEM : 6 millions de dollars, cofinancement : 36 millions de dollars) a pour objet de créer des conditions propices à la bonne gestion du dispositif national d'aires protégées et de renforcer les capacités à cet effet. Il est étroitement rattaché à la stratégie nationale pour la réduction de la pauvreté, qui reconnaît le tourisme fondé sur les espèces sauvages comme deuxième secteur de croissance du pays. Ainsi, d'après une enquête réalisée par la Banque mondiale/PNUD auprès de 1 578 touristes, la taxe touristique individuelle qu'ils seraient prêts à acquitter pourrait produire plus de 10 millions de dollars en recettes annuelles qui pourraient être affectées aux activités de préservation de la biodiversité.



Enjeux et possibilités futurs

À mesure de l'augmentation rapide de la taille et du nombre des zones protégées, les décideurs et les intervenants du secteur se concertent pour rechercher des modes de financement durable en vue de la gestion des dispositifs d'aires protégées. D'après les estimations de diverses études, le coût annuel de la gestion des zones protégées existantes représenterait au total entre 1,1 milliard et 2,5 milliards de dollars pour les gouvernements des pays en développement, soit un déficit résiduel annuel de l'ordre de 1 milliard à 1,7 milliard de dollars¹⁴. Depuis l'entrée en vigueur de la CDB en 1993, les zones protégées dans le monde ont augmenté de près de 100 % en nombre absolu, et d'environ 60 % pour leur surface totale. Or, les financements internationaux alloués à la préservation de la biodiversité ont seulement augmenté d'environ 38 % durant la même période¹⁵.

Les zones protégées étaient auparavant financées par des dotations budgétaires publiques, par des

organismes bilatéraux et multilatéraux, par le tourisme, les ONG et les organismes caritatifs. Pendant les dernières années, une attention croissante a été portée à la recherche de mécanismes financiers novateurs, à la fois nationaux et internationaux, en complément des aides financières classiques et pour diversifier les sources de revenus en vue de la gestion des zones protégées. Des montages financiers novateurs, particulièrement prometteurs pour la création de revenus et la réduction du déficit de financement, ont été imaginés et mis en place, notamment des mesures fiscales, des régimes de mise en œuvre conjointe, des marchés et des loteries vertes, des programmes de rémunération des services écologiques et des mécanismes de compensation pour la préservation de la biodiversité. Le FEM appuie des projets pilotes qui ont donné de bons résultats, et continuera de prêter son concours pour la conception et l'expansion de mécanismes novateurs de financement des dispositifs d'aires protégées.

14. P. Gutman and S. Davidson, 2008. A Review of Innovative International Financial Mechanisms for Biodiversity Conservation: With a Special Focus on the International Financing of Developing Countries' Protected Areas, WWF-MPO, 5 Jan.

15. *Ibid.*



ÉTUDE DE CAS >

Programme de création de zones protégées en Amazonie (ARPA)

Le Brésil a mis en place le Programme de création de zones protégées en Amazonie (ARPA) en vue d'étendre son réseau existant d'aires protégées dans cette région, d'améliorer les capacités de gestion et de viabiliser ses sources de revenus pour la gestion à long terme du programme. La mise en œuvre de la première phase a débuté en 2003, avec des aides financières du FEM à hauteur de 30 millions de dollars qui ont permis de mobiliser initialement 59 millions de dollars de cofinancement. Le projet est financé par le Gouvernement brésilien, le Fonds brésilien pour la biodiversité (FUNBIO), la Banque mondiale, la Banque de développement allemande (KfW) et le Fonds mondial pour la nature (WWF).

Pendant la première phase, le programme ARPA avait pour objectif de créer de nouvelles zones protégées sur une surface de 18 millions d'hectares (9 millions d'hectares de réserves intégrales et 9 millions d'hectares soumis à une utilisation durable de la biodiversité). Dans cette seconde catégorie, l'objectif est d'assurer la préservation de la diversité biologique tout en appuyant les communautés vivant sur ces terres. L'ARPA contribuera à mettre au point des outils et des mécanismes de gestion à long terme pour protéger efficacement l'ensemble des nouvelles réserves intégrales en Amazonie. Alors qu'il entre dans la dernière année d'exécution de cette première phase, les cibles initiales ont d'ores et déjà été dépassées : plus de 31 millions d'hectares d'aires protégées ont été créées, les dossiers de 25 autres zones sont en cours d'instruction en vue de leur constitution future, et un fonds de dotation de 17,9 millions de dollars a été établi. La deuxième phase est en cours de préparation.





LE PROGRAMME DE MICROFINANCEMENTS DU FEM

Lancé en 1992, le Programme de microfinancements du FEM est un programme institutionnel administré par le PNUD pour le compte du partenariat du FEM. Il a pour vocation d'appuyer les actions locales engagées à l'initiative des organisations communautaires et des ONG nationales pour produire des retombées bénéfiques sur l'environnement mondial en se fondant sur une démarche de proximité qui contribue parallèlement à la lutte contre la pauvreté et à l'autonomisation des populations locales. La viabilité est considérée comme un aspect particulièrement important, et les activités sont donc fondées sur de solides études de faisabilité, une gestion avisée et la recherche de transposabilité.

À la fin de sa troisième phase opérationnelle en 2007, le Programme avait permis d'appuyer plus de 9 500 projets et de consolider plus de 7 000 groupements de la société civile dans 101 pays et dans tous les domaines d'intervention du FEM. Dans le domaine « biodiversité », plus de 5 230 projets communautaires de préservation de la biodiversité ont profité des aides du Programme, pour un total de 117 millions de dollars qui ont contribué à mobiliser 81 millions de dollars de cofinancement en espèces, et 85 millions de dollars en nature.

Dans tous les pays où il intervient, le Programme de microfinancements s'est attaché à concevoir et à appliquer des modalités d'intervention adaptées aux circonstances afin de toucher directement les pauvres et les groupes marginalisés des régions isolées. À l'échelon mondial, quelque 15 % des dons sont octroyés pour appuyer l'action des peuples autochtones. Le développement des capacités est un axe de travail permanent du Programme. Les demandes de financement peuvent être présentées dans les langues nationales et, lorsqu'elles émanent de groupes illettrés, elles sont parfois présentées sous des formes novatrices, telles que des vidéos réalisées en participation ou des représentations théâtrales données par des groupes communautaires, le principe étant de faciliter toute solution locale contribuant à développer les connaissances traditionnelles.

Ce mécanisme d'intervention ciblé du FEM a contribué à des résultats et à des observations intéressantes, notamment :

- En 2007, l'évaluation indépendante réalisée par le Bureau de l'évaluation du FEM a constaté ce qui suit : « *Si l'on tient compte de l'ensemble des projets, quel que soit leur phase, 90 % d'entre eux ont été jugés « satisfaisants »... Les projets du Programme de microfinancements sont en bonne voie pour atteindre, voire dépasser l'objectif de 75 % des résultats considérés comme satisfaisants, comme le prévoit l'accord de reconstitution des ressources pour FEM-4* »¹⁶;
- Elle précise également que « *dans ses 22 programmes nationaux, le Programme de microfinancements a contribué à l'élaboration et à l'application de politiques d'intervention. À cet effet, il cultive les relations avec les organisations de la société civile, les pouvoirs publics à l'échelon local, provincial et national, les établissements universitaires ou de recherche, les autres organisations internationales, et le secteur privé* » ;
- S'agissant des zones protégées, le Programme a apporté un soutien massif au renforcement de la gestion conjointe et de la gouvernance de huit sites du patrimoine mondial couvrant une superficie de 901 809 hectares, en regroupant stratégiquement des aides de faible volume (approche COMPACT) selon des modèles conceptuels soigneusement étudiés, des stratégies spécifiques aux sites, et des partenariats à l'échelle des paysages (ce qui a permis de mobiliser plus de 7 millions de dollars auprès de la Fondation de Nations Unies) ;
- L'aide à la toute première tentative de réintroduction du bongo, une antilope de montagne qui avait disparu localement et a été reproduite en captivité par différents jardins zoologiques américains avant d'être relâchée dans son habitat naturel sur le Mont Kenya ;

16. GEF/ME/C.32/Inf.1 ÉVALUATION CONJOINTE DU PROGRAMME DE MICROFINANCEMENTS, RAPPORT INTÉGRAL (Préparé par le Bureau de l'évaluation du FEM), 16 octobre 2007

- L'échantillon de 130 projets examinés à l'occasion de l'Évaluation de 2007 fait ressortir des réalisations notables, par exemple : « *En Turquie, un don du Programme de microfinancements a permis de réduire sensiblement la pêche illégale du mullet perlé. Ce poisson figure sur la Liste rouge de l'UICN et est endémique au lac Van. Le rapport entre la pêche à la saison du frai et les prises à la saison d'hiver, hors période de reproduction, s'est inversé. Au Ghana, le Programme a placé sous la gestion communautaire effective 250 000 ha de terre en dehors des forêts classées « protégées ». Ces zones comprennent des aires de biodiversité d'intérêt mondial, des aires de peuplement avien importantes, des couloirs biologiques et des aires protégées traditionnelles. En Roumanie, plusieurs projets améliorent la protection d'espèces clés (par exemple, le dauphin de la Mer Noire, la cigogne blanche et l'aigle royal) et les réserves locales/zones protégées* ».
- Depuis 1992, le Programme de microfinancements a financé plus de 250 projets au Brésil (soit un financement de l'ordre de 6,5 millions de dollars) en rapport avec la biodiversité du biome menacé du cerrado brésilien, dont des aides à plus de 50 chaînes d'approvisionnement fondées sur l'utilisation durable des ressources et de microentreprises qui commercialisent un ensemble de produits, tels que l'herbe dorée, les noix baru, des fruits indigènes et d'autres produits forestiers non ligneux. Le Programme a permis de constituer un réseau des producteurs du cerrado, ce qui a incité la Commission européenne à décaisser 3,5 millions d'euros en 2007 en vue des activités menées dans le cerrado, et a en outre permis d'élargir et de transposer les résultats obtenus en un projet de grande envergure, « Solutions de remplacement au soja » administré par la Banque mondiale.



LE FONDS DU PARTENARIAT POUR LA PRÉSERVATION DES ÉCOSYSTÈMES VITAUX

Le Fonds du Partenariat pour la préservation des écosystèmes vitaux accorde des aides financières aux organisations non gouvernementales et aux partenaires du secteur privé pour contribuer à la protection des régions et zones sensibles de la planète abritant une riche diversité biologique. Ce partenariat constitué en 2000 associe le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), la Banque mondiale, Conservation International, le Gouvernement japonais et la Fondation John D. et Catherine T. MacArthur. Chacun des partenaires a versé une dotation de 25 millions de dollars au Fonds, soit un total de 125 millions de dollars pour la première phase d'activité. Compte tenu des bons résultats obtenus pendant cette première phase, le Conseil du FEM a approuvé de 20 millions de dollars de financement pour la suivante. En 2007, l'Agence française de développement (AFD) est devenu le sixième partenaire du Fonds. Conservation International et la Fondation MacArthur ont également promis des financements pour la deuxième phase.

Le Fonds du Partenariat pour la préservation des écosystèmes vitaux a été constitué pour apporter une assistance stratégique aux ONG, aux groupes communautaires et aux autres partenaires de la société civile en vue de la préservation des zones sensibles du globe. Tous les financements qu'il accorde :

- sont destinés à produire un impact maximal dans les zones sensibles des pays en développement ;
- s'articulent sur des stratégies d'investissement propres à la région et définies en concertation avec les parties concernées ;
- vont directement aux groupements de la société civile qui ont un rôle fondamental à jouer aux côtés des pouvoirs publics dans la protection de l'environnement ;
- contribuent à constituer des alliances entre différents groupes, ce qui permet d'associer des capacités uniques et d'éliminer les redondances ; et,
- mènent à des résultats tangibles grâce à l'expansion du réseau de partenaires qui œuvrent conjointement à la réalisation des objectifs de préservation de la biodiversité.

Le Fonds a financé plus de 1 000 groupements de la société civile dans 33 pays en vue de la réalisation de projets qui contribuent à la préservation des zones sensibles. Les bénéficiaires vont de la petite coopérative agricole aux ONG locales et internationales. La souplesse et l'adaptabilité de sa structure et de ses opérations ont permis d'appuyer de nombreux groupes communautaires et de toutes jeunes organisations qui ne peuvent généralement pas avoir accès aux mécanismes classiques de financement. Il a notamment à son actif :

- la mise en œuvre de 18 stratégies de protection des zones sensibles dans 52 pays et territoires ;
- l'aide apportée à 1 200 groupes ;
- des engagements à hauteur de 92 millions de dollars qui ont permis de mobiliser un complément de 128 millions de dollars ;
- la gestion améliorée de 20 millions d'hectares de zones protégées, dont la création de nouvelles aires sur plus de 9 millions d'hectares ;
- la promotion de l'utilisation durable de la biodiversité dans les zones de production par des actions de préservation, l'utilisation raisonnée et la gestion des ressources naturelles, la réduction ou l'élimination des pratiques néfastes pour la biodiversité, la conception et la mise en place de nouveaux moyens de subsistance ;
- le renforcement de la protection des couloirs biologiques vitaux, par une meilleure planification de l'utilisation des sols, la collaboration avec le secteur privé et l'élaboration de cadres d'intervention politiques et législatifs favorables ; et,
- l'essai de nouveaux mécanismes de financement, notamment la rémunération des services écologiques, et les interventions de la société civile qui ont favorablement influencé les décisions prises en matière de développement.

Entre 2003 et 2006, les projets du FEM ont financé la prise en compte systématique de la biodiversité par ses investissements dans les secteurs ci-dessous :

- Agriculture : 43 projets
- Pêche : 21 projets
- Forêts : 26 projets
- Tourisme : 23 projets
- Exploitation minière : 3 projets

Prise en compte systématique de la préservation de la biodiversité dans les zones terrestres et marines d'activité productive

Vue d'ensemble

Dans un contexte où les terres sont soumises à des pressions anthropiques croissantes, la préservation et l'utilisation durable de la biodiversité passent à terme par une gestion écoresponsable d'une mosaïque de paysages terrestres et marins comprenant des aires protégées ainsi que des modes très divers de faire-valoir. Parallèlement au renforcement de la viabilité des dispositifs d'aires protégées, le FEM aidera à intégrer l'utilisation durable de la biodiversité aux secteurs de l'économie qui ont des effets majeurs sur ce patrimoine à l'extérieur des périmètres de protection, encourageant ainsi le processus dit « d'internalisation ». Comme le constate l'Évaluation des écosystèmes pour le Millénaire, la biodiversité ne peut être durablement utilisée que si elle est systématiquement prise en compte dans les secteurs d'activité productive.

Le FEM s'appuie sur deux programmes stratégiques pour soutenir les efforts visant à lever les obstacles qui empêchent les acteurs publics et privés d'internaliser la biodiversité. Le premier « Renforcement des politiques publiques et du cadre réglementaire pour internaliser la biodiversité » favorise l'élaboration d'un cadre politique et réglementaire qui encourage et récompense l'internalisation de la biodiversité, et met en place les capacités institutionnelles nécessaires. Le second « Promotion des marchés des biens et services fournis par la biodiversité » vise à stimuler l'émergence de ces marchés et à promouvoir l'adoption de normes de certification environnementale librement acceptées afin que la biodiversité devienne une source de revenus générés par des mécanismes de marché, notamment les programmes de rémunération des services écologiques.

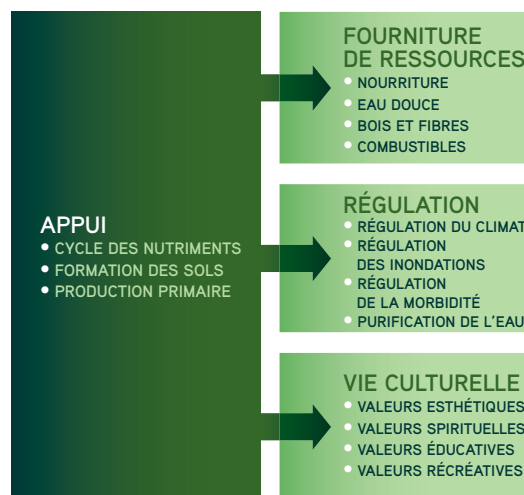


Le portefeuille de projets du FEM inclut plus de 30 projets comportant un volet spécifique de rémunération des services écologiques.

Impact et innovations des programmes de rémunération des services écologiques

L'Évaluation des écosystèmes pour le Millénaire définit les services écosystémiques comme « les avantages que les populations retirent des écosystèmes ». Les populations sont foncièrement dépendantes de l'offre de services écologiques. L'Évaluation des écosystèmes pour le Millénaire a recours à une classification « fonctionnelle » des mesures de rémunération des services écologiques, qu'elle répartit entre les catégories suivantes : appui, fourniture de ressources, régulation et vie culturelle (voir la figure 2).

FIGURE 2 >
Services écosystémiques



D'autres systèmes de classement classent les services écosystémiques selon leur échelle géographique (locale, régionale et mondiale), leur valeur, (directe et indirecte) pour la société, le type d'écosystèmes à l'origine des services (forêts, récifs coralliens, zones humides, etc.), ou encore la fonction qu'ils remplissent (production de biens, processus de restauration ou de stabilisation, fonctions de maintien de la vie)¹⁷.

La rémunération des services écologiques est un domaine prometteur pour les opérations du FEM. Tenant compte de l'expérience acquise pendant FEM-3, le FEM continue d'appuyer l'élaboration et l'application de programmes de rémunération des services écosystémiques pour rétribuer les gestionnaires des ressources naturelles à raison des retombées écologiques positives ex situ de ce patrimoine. Cette aide porte notamment sur la recherche des possibilités existantes pour des programmes de ce type, qui font intervenir les acteurs privés consommateurs de la ressource.

L'expression « rémunération des services écologiques » est interprétée de manières très différentes avec, à un bout du spectre, des définitions étroites reposant sur le jeu du marché et impliquant des transactions directes entre fournisseurs et bénéficiaires (spécifiant parfois la nature et les modalités des transactions entre acheteurs et vendeurs) et à l'autre, des régimes très ouverts où les personnes bénéficiant des services écosystémiques rémunèrent les personnes qui les leur fournissent. Rappelons encore que ces programmes contribuent à la viabilité financière de l'offre de biens et de services naturels, mais qu'ils ne sont pas une fin en soi.

17. Huberman, D. and T. Leipprand, 2006. Developing International Payments for Ecosystem Services: A technical discussion. Economics and Trade Branch, PNUE, Genève, Suisse, août 2006.

ÉTUDE DE CAS >

Le programme costaricien de rémunération des services écosystémiques : Aide aux fournisseurs privés de biens et services écologiques

Le programme de rémunération des services écosystémiques du Costa Rica (financement du FEM : 8 millions de dollars ; cofinancement : 33 millions de dollars) lancé en 1997 a été l'un des premiers programmes nationaux de ce type mis en place dans le monde. La révision de la Loi sur les forêts de 1996 a instauré les bases légales d'un système de rétribution des propriétaires fonciers en contrepartie de quatre types de services écologiques : piégeage du carbone, fourniture d'eau, biodiversité et beauté des paysages naturels. Les fonds utilisés pour rémunérer ces services proviennent d'une taxe sur les combustibles (80 % des fonds), de recettes fiscales forestières, des produits d'un prêt de la Banque mondiale, de fonds alloués par l'Allemagne et la Norvège, et des financements du FEM. À ce jour, les sommes versées aux fournisseurs de biens et services représentent 40 à 45 dollars par hectare et par an.

Ce programme peut être considéré comme une réussite du point de vue de la conservation et de la régénération des forêts. Dans sa conception initiale, il n'était pas axé sur les zones prioritaires pour la préservation de la biodiversité, une situation qui a été nettement améliorée grâce au premier projet financé par le FEM. De même, il privilégiait à l'origine la participation de grands et moyens propriétaires terriens. La baisse des coûts de transaction a cependant contribué à une augmentation considérable du nombre de petits agriculteurs, de communautés indigènes et de femmes. Les propriétaires de toutes petites parcelles ont cependant toujours intérêt à pratiquer l'agriculture plutôt que d'accepter des paiements s'ils gardent leurs terres boisées. L'une des difficultés de ce programme et des programmes nationaux de même type consiste à prouver l'efficacité des investissements (coûts d'opportunité) et leurs retombées positives sur l'environnement (ressources en eau et biodiversité) sans négliger pour autant les effets d'entraînement (intensification du déboisement dans les zones ne relevant pas de tels programmes).

S'agissant de sa viabilité, le programme costaricien est financé par une taxe sur les combustibles et par une récente taxe écologique prélevée sur les redevances de distribution d'eau. Comme les taxes sont sujettes à l'évolution des politiques et des réglementations, qui accompagne les changements de gouvernement, elles n'offrent aucune garantie à long terme pour la rémunération des services écologiques. L'un des principaux défis pour l'avenir du programme costaricien sera d'associer plus étroitement le secteur privé à son action. Le projet de suivi « Prise en compte systématique des instruments basés sur les marchés dans la gestion environnementale » permettra de corriger ces deux aspects. Il a pour objectifs de développer la zone couverte par le programme, de constituer et de doter un fonds pour la préservation de la biodiversité, d'accroître la rémunération des fournisseurs privés de services liés aux bassins hydrographiques et au piégeage du carbone, et d'accroître la participation des petits exploitants à l'offre de services écosystémiques.



L'appui du FEM aux programmes de rémunération des services écologiques est fondé sur une démarche pragmatique et ouverte. Des dispositions sont passées entre acheteurs et vendeurs de biens et services écologiques par lesquels les payeurs sont parfaitement au fait de ce qu'ils achètent, tandis que les vendeurs font délibérément le choix d'appliquer des pratiques d'utilisation des ressources qui garantissent la viabilité de leur offre.

Le portefeuille de projets du FEM en rapport avec la rémunération des services écologiques compte plus de 30 projets comportant des volets spécifiques sur la question, notamment en Amérique latine. Des aides financières ont été accordées en vue de l'élaboration de systèmes nationaux, régionaux ou locaux au moyen d'investissements réalisés par le secteur privé et les partenariats public-privé.

Enjeux et possibilités futurs

Nombreux sont ceux qui considèrent la rémunération des services écologiques comme la solution évidente à la mobilisation des ressources financières nécessaires à la préservation et à l'utilisation durable et permanente de la biodiversité. Deux grands axes ont été définis et appliqués en la matière : les programmes nationaux et les systèmes reposant sur les lois du marché. Inspirés par les succès rencontrés au Costa Rica et au Mexique notamment, certains pays souhaitent se doter de leurs propres programmes de rémunération des services écologiques. Les programmes nationaux permettent d'internaliser les services écosystémiques dans l'économie nationale. Ils pourraient générer des sommes considérables dans les pays en développement richement dotés en diversité biologique. Comme leur financement provient essentiellement de taxes (par exemple sur l'eau et les combustibles), ils jouissent d'une relative stabilité à court et à moyen terme. À plus longue échéance, leur situation est plus précaire compte tenu des réformes des politiques fiscales aux changements de gouvernement. Les programmes de rémunération des services écologiques fondés sur le jeu du marché sont ceux où acheteurs et vendeurs sont liés par un accord volontaire par lequel des biens ou services sont fournis contre rétribution.

Même si l'on compte de nombreuses réussites parmi les projets pilotes ayant trait aux quatre grands services écologiques (piégeage du carbone, fourniture d'eau, préservation de la biodiversité et beauté des paysages), de nombreuses questions doivent aussi être clarifiées avant de passer à l'échelle supérieure. Pour le piégeage du carbone, les possibilités de financement fondées sur la réduction des émissions résultant du déboisement et de la dégradation des sols (REDD) exigeraient l'adoption d'un accord au niveau politique (après-Kyoto) ainsi que sur les méthodes appliquées, notamment les seuils de référence et les systèmes de comptabilisation. L'autre

difficulté de taille pour la biodiversité tient au fait que les marchés mondiaux du carbone autorisent les opérations ciblant les écosystèmes riches en biomasse, mais aussi les zones abritant une forte diversité biologique. Pour ce qui est de la fourniture d'eau, l'intensification du déboisement et de la désertification ne manquera pas de susciter une prise de conscience accrue du problème et des solutions envisageables à l'échelon local (bassins versants). L'un des grands défis dans ce secteur réside dans l'élaboration et l'application de régimes transfrontières dans les grands bassins hydrographiques. La rémunération de la préservation de la biodiversité reste cependant le défi majeur. Dans la plupart des cas, la protection de la biodiversité est assurée au travers de régimes axés sur le piégeage du carbone et la fourniture d'eau. Seules les zones qui abritent des espèces de faune et de flore particulièrement recherchées tireront profit de l'écotourisme, aujourd'hui et dans les années à venir, si tant est que les recettes soient correctement réinvesties dans la gestion de parcs nationaux et autres réserves relevant d'un dispositif d'aires protégées. Les programmes de rémunération des services écologiques pourraient donc avoir un rôle important à jouer en favorisant l'acheminement des fonds vers les zones protégées où ils viendraient grossir les recettes touristiques. Le FEM continuera d'aller de l'avant et d'appuyer ces programmes, tout en tirant les enseignements des actions engagées pour améliorer leur viabilité.





ÉTUDE DE CAS >

Projet régional : Gestion des écosystèmes par un aménagement sylvopastoral intégré

Le projet régional *Gestion des écosystèmes par un aménagement sylvopastoral intégré en Colombie, au Costa Rica et au Nicaragua* (financement du FEM : 4,5 millions de dollars ; cofinancement : 3,5 millions de dollars) a pour objet d'améliorer le fonctionnement écosystémique des pâturages dégradés par la mise en place de pratiques sylvopastorales intensives produisant des effets positifs sur l'environnement mondial ainsi que des retombées socio-économiques locales.

Le projet a rémunéré les éleveurs pour qu'ils abandonnent leurs pratiques d'élevage au profit de pratiques sylvopastorales reposant sur différentes associations de troupeaux, de cultures fourragères et de plantes pluriannuelles. L'adoption de ces pratiques a permis d'intensifier la protection de la biodiversité (notamment les oiseaux) et le piégeage du carbone (par les arbres et par une moindre utilisation d'engrais) et d'améliorer la qualité de l'eau. De nombreux manuels de terrain ont été réalisés pour aider les agriculteurs et les agents de vulgarisation à appliquer ces pratiques sylvopastorales. Le projet comporte en outre un important volet d'évaluation, assorti d'informations de base et de procédures de suivi de groupes témoins, de la séquestration de carbone et de la protection de la biodiversité. À la fin de 2006, trois ans après le début des opérations, on comptait environ 400 propriétaires terriens et environ 2 000 hectares couverts par le projet.

De riches enseignements en ont été tirés du point de vue de la viabilité des opérations. Premièrement, lorsque les pratiques sylvopastorales ont été particulièrement profitables, les éleveurs les ont adoptées et maintenues même après que le régime de rémunération ait pris fin, parce que c'était plus rentable que de revenir à l'élevage de bétail sur des pâturages dégradés. Certains ont suggéré que cette aide financière initiale soit fournie sous forme de crédits, mais il est vrai que le coût initial de mise en œuvre de ces nouvelles pratiques a longtemps dissuadé les éleveurs de les adopter par eux-mêmes, sauf lorsque des informations financières détaillées leur ont été apportées. Ces informations pourront sans aucun doute être fournies dans le cadre de projets futurs. Deuxièmement, certaines pratiques très lucratives ne sont pas nécessairement bénéfiques pour la préservation de la biodiversité. Dans ces situations, les agriculteurs continuent de les appliquer, sans que cela produise de retombées positives sur l'environnement mondial. Enfin, certains propriétaires terriens ont recommencé à élever du bétail sur les terres dégradées à la cessation du programme de rémunération, et les pratiques traditionnelles d'élevage restaient rentables.





COLLABORATION AVEC LES COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES LOCALES

De multiples communautés autochtones et locales vivent dans les zones qui abritent la grande majorité de la biodiversité d'importance mondiale. D'après les estimations d'une récente étude du World Resources Institute, les territoires indigènes traditionnels couvriraient jusqu'à 22 % des terres émergées de la planète et 80 % de la diversité biologique mondiale. En particulier, de nombreuses zones protégées se trouvent totalement ou partiellement sur les terres, territoires et ressources des peuples autochtones. Cette convergence des zones riches en biodiversité et des territoires autochtones constitue à la fois une excellente occasion et un réel enjeu pour l'intensification des efforts de protection de la biodiversité dans les zones protégées et dans les zones de production au sens large. Les communautés autochtones ont su préserver et maintenir des connaissances, innovations et pratiques traditionnelles particulièrement utiles pour la protection et l'utilisation durable des ressources biologiques d'importance planétaire. Il faut impérativement s'assurer que les droits, intérêts et moyens de subsistance des peuples autochtones sont pris en compte pour garantir la protection et l'utilisation durable de la biodiversité.

Depuis sa création, le FEM travaille en étroite collaboration avec les communautés autochtones et locales, conscient que le succès de ses projets repose en partie sur l'implication de ces acteurs. La CDB souligne également l'importance que revêt la collaboration avec les peuples autochtones afin que les savoirs traditionnels utiles pour la préservation et l'utilisation durable de cette ressource soient respectés, protégés et perpétués. Les projets ayant une incidence sur les populations autochtones et locales ne peuvent obtenir de résultats concluants que si ces populations les acceptent et y collaborent.

Au 31 juin 2006, le FEM avait financé 102 projets de préservation de la biodiversité portant sur des questions faisant intervenir des populations autochtones dans le monde entier. Sa politique en matière de participation publique fait valoir que les communautés autochtones et locales doivent être associées à l'action de protection de la biodiversité dès les premiers stades de l'élaboration des projets et que leur participation doit être maintenue pendant l'exécution et le suivi des activités. Un grand nombre de ces projets portent sur le renforcement des capacités, la sensibilisation de la population, l'élaboration des politiques publiques, le développement des institutions, la promotion d'opportunités économiques viables, et l'adoption de mesures

concrètes et innovantes de préservation de la biodiversité dans les zones protégées et les zones tampons, mais aussi dans les paysages de production au sens large. Le projet Réseau des populations autochtones pour le changement, financé par le FEM, a pour objectif de sensibiliser ces communautés et d'accroître leur participation aux processus de la CDB et du FEM. Il crée par ailleurs des mécanismes de communication et d'information qui favorisent efficacement les échanges.

Les peuples autochtones et les zones protégées

Le projet *Préservation de la biodiversité du Haut Mustang* (financement du FEM : 727 000 dollars ; cofinancement : 1,275 million de dollars) finance des activités de préservation de la biodiversité sur un site sans pareil de l'une des zones les plus reculées de la planète qui était fermée aux visiteurs jusqu'au début des années 90. Le site du projet se trouve dans les montagnes de la zone centrale et orientale de l'Himalaya, une région mondialement importante de par la biodiversité qu'elle abrite. La demande d'inscription du Haut Mustang en tant que site du patrimoine mondial est en cours d'instruction. Le site a été ajouté à la zone de conservation de l'Annapurna (projet ACAP), une aire protégée à usages multiples gérée par une ONG nationale, le Fonds fiduciaire du Roi Mahendra pour la protection de la nature. L'un des éléments déterminants de ce projet a été la forte participation des populations autochtones et des groupes d'utilisateurs à la prise de décisions. L'un des aspects importants de sa conception repose sur les passerelles tirées entre biodiversité et préservation de la culture. Il a donné lieu à une forte mobilisation sociale et à la participation active des communautés autochtones. Les résultats clés à inscrire à son actif sont notamment un accord passé avec les pouvoirs publics en vue du reversement de 60 % des droits d'entrée payés par les touristes aux activités de protection de l'environnement et de développement social ; la constitution d'un fonds fiduciaire communautaire bien géré ; la création d'un système d'information géographique ; l'élaboration d'un plan de gestion intégrée ; et un remarquable travail de restauration du patrimoine culturel.

ÉTUDE DE CAS >

Appui du FEM à la mise en œuvre du Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques

Le projet mondial *Préparation de cadres nationaux de promotion de la biosécurité* a apporté un soutien financier à 122 pays en vue de l'élaboration de leurs cadres nationaux et d'activités régionales visant à promouvoir la collaboration et les échanges régionaux. À ce jour, 98 pays disposent d'un cadre national de promotion de la biosécurité. Le FEM a investi 32 millions de dollars dans ce projet, ce qui a permis la mobilisation de 15 millions de dollars de cofinancement.

Un autre projet mondial *Renforcement des capacités pour une participation efficace des Parties au Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques* a permis d'aider 119 pays à participer au Centre d'échange. Le FEM a alloué 12 millions de dollars à ce projet qui a conduit à la mobilisation de 1,4 million de dollars de cofinancement.

Un appui à la mise en œuvre pleine et entière du Protocole de Cartagena a été apporté à 32 pays plus avancés dans le cadre de projets nationaux et régionaux visant l'application de leurs cadres nationaux de promotion de la biosécurité et du Protocole de Cartagena. Les aides financières du FEM à ces projets se portent à 30,5 millions de dollars, auxquels s'ajoutent 30 millions de dollars de cofinancement.







Le FEM a apporté un soutien financier à 122 pays en vue de l'élaboration de leurs cadres nationaux de promotion de la biosécurité, contribuant ainsi à la ratification rapide du Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques par les pays

Mise en œuvre du Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques

Contexte général

Les pays doivent adopter des mécanismes et des dispositifs permettant une gestion avisée des organismes vivants modifiés qui font peser un risque sur la diversité biologique, ou risquent de lui être néfastes. Le FEM continuera d'apporter son concours pour renforcer la capacité des pays en vue de l'application du Protocole de Cartagena.

La stratégie de renforcement de la capacité à appliquer le Protocole de Cartagena tient compte des directives des Parties à cet instrument, ainsi que de l'acquis et des enseignements qui se dégagent du portefeuille du FEM sur la biosécurité. Priorité sera donnée aux activités à l'appui de l'application du Protocole. Ces activités sont décrites dans les directives reçues au titre de cet instrument, à commencer par les éléments clés du Plan d'action révisé pour la création de capacités propres à assurer la mise en œuvre efficace du Protocole de Cartagena, approuvés à la troisième Conférence des parties agissant comme réunion des parties au Protocole (COP-MOP-3) et mis en évidence par des états des lieux dressés par les pays.

Impact et innovations en matière de préparation des cadres nationaux de promotion de la biosécurité

Le recours aux outils biotechnologiques modernes s'est avéré une question hautement sensible. Il n'y a guère de désaccord quant au fait que leurs retombées positives pourraient être contrecarrées par les risques potentiels qu'elles font peser sur l'environnement et la santé humaine. Ces risques doivent être corrigés par la mise en place de cadres efficaces de prévention des risques biotechnologiques.

Le FEM a commencé en 1997 à appuyer le renforcement des capacités de prévention des risques biotechnologiques afin d'aider les pays à se préparer à l'entrée en vigueur du Protocole de Cartagena en 2003, et a intensifié son soutien depuis lors. Les projets du FEM dans ce domaine d'activité ont contribué à accélérer la ratification du Protocole par de nombreux pays qui n'auraient pas été en mesure de le faire en d'autres circonstances (80 % des pays bénéficiaires qui disposent d'un cadre national ont ratifié cet instrument).

Enjeux et possibilités futurs

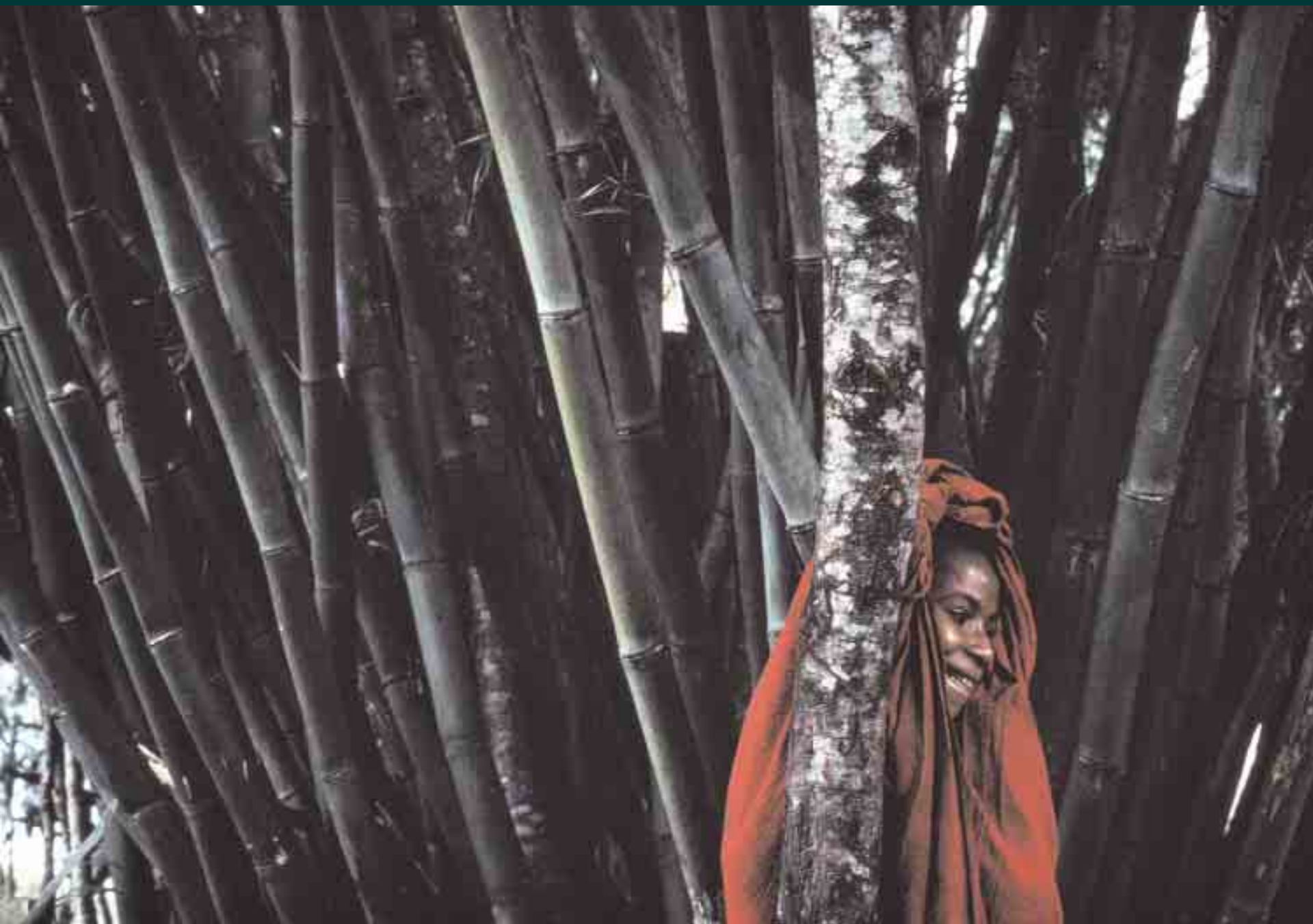
Pendant FEM-4, le FEM tiendra compte de son expérience passée et intensifiera son action de renforcement des capacités pour favoriser l'application des cadres nationaux et du Protocole de Cartagena à l'échelon national, sous-régional et régional. Priorité sera donnée aux activités à l'appui de l'application du Protocole, à commencer par les éléments clés du Plan d'action révisé pour la création de capacités propres à assurer la mise en œuvre efficace du Protocole de Cartagena, approuvés à la troisième Conférence des parties agissant comme réunion des parties au Protocole. La phase de conception des projets fera intervenir un état des lieux préalable dans les pays participants et permettra d'assortir l'aide apportée aux besoins nationaux avérés.

Outre les propositions de projets nationaux, sous-régionaux et régionaux, le programme de prévention des risques biotechnologiques viendra appuyer des projets multinationaux sur des aspects spécifiques. Les questions se prêtant bien à ce type d'approche sont notamment la documentation, l'étiquetage, l'évaluation et la gestion des risques, les systèmes de prise de décisions, le suivi des impacts environnementaux, les considérations socio-économiques et la détection des organismes vivants modifiés.

Par ce programme, le FEM aidera les pays à appliquer les outils et systèmes nationaux et régionaux de prise de décisions en matière de biosécurité ainsi que les dispositions institutionnelles connexes, y compris celles en rapport avec les installations contribuant à l'utilisation sans risque des biotechnologies conformément aux dispositions du Protocole de Cartagena.

Tirant les enseignements des expériences passées, le programme « biosécurité » tiendra particulièrement compte des aspects suivants :

- coordination à l'échelle nationale et participation aux projets des acteurs concernés ;
- association d'une large gamme d'Entités d'exécution du FEM ;
- actions de sensibilisation et activités favorisant la participation du public et le partage de l'information ;
- formation de longue durée à l'évaluation et à la gestion des risques ;
- pérennité des capacités renforcées ; et,
- coordination des efforts de renforcement des capacités à l'échelon international.



18. Houghton, R., 2005. Tropical deforestation as a source of greenhouse gas emissions, in: Moutinho, P. Schwartzman, S., eds., Tropical Deforestation and Climate Change. IPAM: Belem, Brazil and Environmental Defense: Washington, pp. 13-21.
19. Stephens, B.B., K.R. Gurney, P.P. Tans, C. Sweeney, W. Peters et al. 2007. « Weak northern and strong tropical land carbon uptake from vertical profiles of atmospheric CO₂. » *Science*, 316:1732-1735; Bala, G., K. Caldeira, M. Wickett, T.J. Phillips, D.B. Lobell, C. Delire, et A. Mirin. 2007. « Combined climate and carbon-cycle effects of large-scale deforestation. » *Proceedings of the National Academy of Sciences*, 104:6550-6555.
20. Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, Climate change 2007: Impacts, adaptation and vulnerability. Working Group II contribution to the Intergovernmental Panel on Climate Change fourth assessment report. Genève : Organisation météorologique mondiale. Disponible sur le site : <http://www.ipcc.ch/SPM13apr07.pdf>.
21. Fonseca, G.A.B., C.M. Rodriguez, G. Midgley, J. Busch, L. Hannah, et R.A. Mittermeier, 2007. « No forest left behind. » *PLoS Biology* 5(8).
22. Wilson, E.O. 1988. The current state of biological diversity. In *Biodiversity*, ed. E.O. Wilson, Washington : National Academy Press, pp. 3-18.
23. Bryant, D., D. Nielsen, et L. Tangle, 1997. *The Last Frontier Forests : Ecosystems and Economies on the Edge*. World Resources Institute/World Conservation Monitoring Centre/World Wildlife Fund, Washington.

Recherche de retombées positives à trois niveaux par la gestion durable des forêts tropicales

Cadre général

Le FEM a mis au point le programme « gestion durable des forêts (SFM) » qui se déroulera pendant l'intégralité de FEM-4, et, en toute probabilité, au-delà du cycle actuel de reconstitution des ressources si les financements nécessaires sont disponibles. C'est l'une des nouvelles plateformes-cadres destinée à optimiser les retombées sur l'environnement; il aidera le FEM à affecter ses ressources de manière plus structurée et mieux ciblée en s'attendant aux menaces d'origines multiples qui pèsent sur les écosystèmes forestiers. De même, il appuiera les interventions simultanément porteuses de retombées sur la biodiversité, les changements climatiques (en réduisant les émissions dues au déboisement), la gestion durable des sols et les moyens de subsistance.

Le programme « gestion durable des forêts SFM » est en passe de devenir une initiative pluridisciplinaire qui puise dans les connaissances, les expériences et les ressources des domaines d'intervention du FEM pour la biodiversité, les changements climatiques et la dégradation des sols. Plus de 44 millions de dollars ont déjà été investis au cours du premier semestre d'activité. Ce programme est donc un mécanisme opérationnel et novateur de mobilisation qui incite les pays à allouer directement à la gestion durable des forêts une partie des fonds qui leur sont attribués au titre du Dispositif d'allocation des ressources du FEM.

Inspiré par ces débuts prometteurs, le FEM a décidé de créer une nouvelle initiative dans le cadre de ce programme en vue d'intensifier ses investissements dans les pays très boisés et abritant une riche biodiversité. Il a toujours fait valoir le rôle important des

forêts tropicales vierges, comme l'atteste le fort volume de ses investissements dans la préservation de la diversité biologique, notamment les zones boisées protégées. Outre qu'elles préservent une biodiversité d'importance mondiale et offrent un sanctuaire spirituel et culturel aux populations locales et reculées, les forêts comptent parmi les plus importants fournisseurs de services écologiques au monde et sont capitales pour sa santé et sa stabilité à long terme, sans parler de la préservation des moyens de subsistance ruraux.

Le déboisement des forêts tropicales est à l'origine de plus de 20 % des émissions mondiales de CO₂¹⁸. Selon de récentes recherches, le ralentissement de la déforestation pourrait contribuer à atténuer le changement climatique bien plus qu'on ne le pensait initialement¹⁹. Les émissions de carbone résultant de la déforestation tropicale devraient aggraver les concentrations atmosphériques de CO₂ de l'ordre de 29 à 129 ppm au cours des 100 prochaines années, un chiffre infiniment supérieur aux premières estimations²⁰. Or, les pays fortement boisés et présentant de faibles taux de déforestation risquent d'être exclus d'un nouveau cadre politique international sur le climat visant à réduire les émissions résultant du déboisement²¹.

Le sort des forêts tropicales est aussi étroitement lié à celui de la biodiversité étant donné que ces forêts abritent plus de la moitié de la diversité biologique mondiale²². Chez les espèces menacées, la disparition des habitats met en péril 74 % des mammifères, 44 % des oiseaux, 57 % des amphibiens et 67 % des reptiles²³.

À mesure que les ressources forestières s'amenuisent et que la frontière agricole s'étend dans le monde entier, des pressions croissantes sont exercées pour affecter les forêts tropicales à d'autres usages. Elles ont déjà été entamées par une dégradation à grande échelle et par leur fragmentation ; il ne reste que 43 % du couvert

forestier d'origine²⁴. Prévenir le déboisement des forêts tropicales est essentiel pour les stratégies de réduction de la pauvreté, car ces écosystèmes forestiers assurent durablement l'offre de biens et de services écologiques qui est capitale pour le maintien des moyens de subsistance ruraux.

situés hors de ces vastes régions, (Belize, Bhoutan, Cambodge, Costa Rica, Laos, Panama et Zambie) ont conservé environ 50 % de leur couvert forestier d'origine. Ils pourront également solliciter de nouvelles aides financières si des ressources complémentaires sont mobilisées dans un avenir proche.

Promouvoir la gestion durable des forêts tropicales : Le compte Forêts tropicales

Le compte Forêts tropicales du programme SFM commence à inciter les pays à affecter une partie des ressources allouées au titre du DAR aux programmes d'aménagement forestier durable. Il contribue à l'avancement des stratégies du FEM dans les trois domaines stratégiques précités en favorisant la convergence des investissements dans les régions tropicales fortement boisées.

Trois régions abritant de vastes forêts tropicales intactes (l'Amazonie, le bassin du Congo, et la Nouvelle-Guinée et Bornéo) ont été retenues comme cible initiale. Les 17 pays de la région visée représentent 54 % du couvert forestier tropical qui renferme 68 % du carbone forestier en milieu tropical. Chacune de ces régions inclut plus de 8 millions d'hectares de forêts ombrophiles de feuillus intactes à 70 %. Ces trois régions correspondent aux zones prioritaires définies pour la protection de la biodiversité dans le monde. Toutes trois, y compris Bornéo, sont les seules régions tropicales où l'on trouve des forêts considérées comme « des forêts frontalières pas ou peu menacées » et « 10 % des plus sauvages forêts ombrophiles de feuillus ». Par ailleurs, une récente étude a montré que ces forêts présentent la plus grande convergence spatiale entre biodiversité et offre de services écologiques. Le FEM cherche de nouveaux bailleurs de fonds pour élargir l'action du compte Forêts tropicales à d'autres pays tropicaux. Sept autres pays tropicaux,





section



Suivi des projets du FEM dans le domaine de la biodiversité

Suivi des résultats à l'échelle du portefeuille

LE BUREAU DE L'ÉVALUATION DU FEM élabore la politique, les directives et les procédures administratives applicables au suivi et l'évaluation des projets du FEM. La politique et le cadre de suivi et d'évaluation ont pour objet d'aider les chefs de projet ainsi que le personnel des Entités d'exécution et du Secrétariat du FEM à planifier et à effectuer le suivi et l'évaluation des projets. La politique en matière de suivi et d'évaluation du FEM définit des normes minimales de suivi et d'évaluation à l'intention du Secrétariat et du Bureau de l'évaluation²⁶; décrit le principe et le rôle du suivi et de l'évaluation ainsi que l'utilisation qui doit en être faite au sein du FEM ; établit les exigences minimales à respecter pour que les projets puissent être suivis et évalués conformément aux normes internationales en vigueur ; et répartit les rôles et les responsabilités en matière de suivi et d'évaluation. Les Agents et Organismes d'exécution du FEM planifient et effectuent le suivi et l'évaluation des projets selon leurs propres systèmes et procédures, en se référant à ces exigences minimales. »



Entre 2003 et 2006, le FEM a financé des projets à l'appui de :

- 41 pays ayant entrepris de renforcer leurs dispositifs d'aires protégées ; 566 aires protégées (d'une superficie totale de 137 234 149 hectares) ;
- 63 nouveaux périmètres protégés (20 004 213 hectares) ;
- 10 sites du patrimoine mondial (5 868 817 hectares) ;
- 47 écosystèmes hautement prioritaires abritant une biodiversité d'importance mondiale (41 314 416 hectares) ;
- 32 Réserves de biosphère (26 389 842 hectares) ;
- 40 Ramsar sites (3 060 447 hectares).

Les outils de suivi des résultats des projets relatifs à la biodiversité ont été mis en place pendant FEM-3 afin de mesurer les progrès accomplis dans la réalisation des produits et résultats définis à l'échelle du portefeuille pour FEM-3 dans le domaine d'intervention « diversité biologique »²⁷. Des changements mineurs ayant été apportés à la stratégie du FEM dans le domaine de la biodiversité pour FEM-4, on applique désormais une version modifiée des outils de suivi des résultats pour les projets de FEM-4.

Les outils de suivi des résultats sont appliqués à trois étapes : lors de l'approbation des projets par la direction générale, à mi-parcours de l'exécution des projets et à l'achèvement des projets. Les résultats de la cohorte de projets de FEM-3 et de FEM-4 sont assemblés aux fins de l'analyse des tendances et des constantes relevées à l'échelle du portefeuille, et les enseignements tirés de cette analyse sont intégrés par la suite à l'élaboration des stratégies futures du FEM. Le Conseil du FEM est tenu informé des performances enregistrées à l'échelle du portefeuille à mesure de l'achèvement et de l'évaluation des projets.

Résultats d'ensemble de FEM-3

À l'issue de la troisième reconstitution de ses ressources, le FEM a dressé le bilan de la contribution des projets approuvés au titre de FEM-3 à la réalisation des trois grands objectifs stratégiques de la stratégie de FEM-3 (*voir tableau 3*). À mesure de la mise en œuvre des projets de FEM-3, les résultats tirés des investissements du FEM à l'échelle du portefeuille seront assemblés et feront l'objet de rapports périodiques.

26. http://gefweb.org/uploadedFiles/Policies_and_Guidelines-me_policy-french.pdf

27. Les outils de suivi des résultats des projets de FEM-3 et de FEM-4 sont placés sur le site web du FEM à la rubrique « Biodiversity-Tracking Tools ».



TABLEAU 3 >

Contribution des projets à la réalisation des objectifs visés au plan d'activité de FEM-3, exercices 03-06

PRIORITY STRATEGIQUE 1 DE FEM-3	OBJECTIFS D'ENSEMBLE DE FEM-3	OBJECTIFS ATTEINTS
Renforcer la viabilité des dispositifs d'aires protégées	<ul style="list-style-type: none"> • Quinze pays au moins bénéficient du soutien du FEM à l'appui du renforcement de leurs dispositifs d'aires protégées, afin d'en garantir la viabilité à long terme. • Le FEM contribue à la protection d'au moins 400 aires protégées, dont au moins 20 % bénéficient de l'aide du FEM pour la première fois. • Le FEM contribue à la protection d'au moins 70 millions d'hectares d'aires protégées. • Nombre d'aires protégées et superficies totales inscrites à une liste mondiale prioritaire. 	<ul style="list-style-type: none"> • Au total, 41 pays ont reçu le soutien du FEM aux fins du renforcement de leurs dispositifs d'aires protégées. • 566 aires protégées. • 137 234 149 hectares couverts. • Le FEM est intervenu à l'appui de 63 nouvelles aires protégées, soit au total 20 004 213 hectares, ce qui représente 11 % de l'ensemble des aires protégées couvertes par les interventions du FEM. • 10 sites du patrimoine mondial (5 868 817 hectares) • 47 écosystèmes hautement prioritaires abritant une biodiversité d'importance mondiale (41 314 416 hectares) • 32 Réserves de biosphère (26 389 842 hectares) • 40 sites Ramsar (3 060 447 hectares) • Nombre total d'hectares inscrits à des listes mondiales : 76 633 522 hectares, soit environ 56 % de l'ensemble des aires protégées couvertes par les interventions du FEM
PRIORITY STRATEGIQUE 2 DE FEM-3	OBJECTIFS D'ENSEMBLE DE FEM-3	OBJECTIFS ATTEINTS
Prendre systématiquement en compte la préservation de la biodiversité dans les paysages terrestres et marins et les secteurs d'activité économique	<ul style="list-style-type: none"> • Au moins cinq projets dans chacun des secteurs ciblés portent sur la prise en compte systématique de la diversité. • Au moins 20 millions d'hectares dans les zones terrestres et marines d'activité productive contribuent à la préservation ou à l'utilisation durable de la biodiversité. • Au moins cinq pays encouragent la préservation et l'utilisation durables des espèces sauvages et des variétés primitives. 	<p>Agriculture : 43 projets Pêche : 21 projets Foresterie : 26 projets Tourisme : 23 projets Industrie minière : 3 projets</p> <ul style="list-style-type: none"> • 98 596 081 hectares de paysages terrestres et marins contribuent à la préservation ou à l'utilisation durable de la biodiversité. • Mise en œuvre dans 33 pays de projets de préservation et d'utilisation durable des espèces sauvages et des variétés primitives.
PRIORITY STRATEGIQUE 3 DE FEM-3	OBJECTIFS D'ENSEMBLE DE FEM-3	OBJECTIFS ATTEINTS
Renforcer les capacités d'application de la CDB et du Protocole de Cartagena	<ul style="list-style-type: none"> • Toutes les parties à la CDB (pouvant prétendre à l'aide du FEM) qui sont signataires du Protocole ou ont exprimé leur intention d'y adhérer bénéficient du minimum requis en matière de renforcement des capacités en prévision de l'entrée en vigueur du Protocole. • Toutes les parties au Protocole (pouvant prétendre à l'aide du FEM) bénéficient d'un renforcement plus étendu de leurs capacités de mise en œuvre du Protocole. 	<ul style="list-style-type: none"> • Le Projet mondial : Préparation de cadres nationaux de biosécurité (CNB) a aidé 122 pays à élaborer leurs CNB et a appuyé diverses activités régionales visant à promouvoir la collaboration et les échanges à l'échelle régionale. • À ce jour, 98 pays se sont dotés de cadres nationaux de biosécurité. • 12 pays participent à la mise en œuvre de projets de préparation de CNB (11 parties). • Au 31 octobre 2006, le PNUF a approuvé 11 autres projets en faveur de parties à la CDB ayant préparé leurs avant-projets de CNB. • Le projet mondial de renforcement des capacités nécessaires à la participation efficace des Parties aux activités du centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques a aidé 119 pays à participer aux activités du Centre d'échange.

A large school of fish, possibly tuna, swimming underwater. The fish are silvery and sleek, with some showing a blue tint. They are swimming in a coordinated manner, with some fish in the foreground and others in the background. The water is a deep blue color.

section

Perspectives d'avenir : Prochaines étapes pour le FEM

Un nouveau FEM : Faire en sorte que l'impact de son action sur la biodiversité soit à la mesure des menaces

La quatrième phase de FEM-4 marque, à bien des égards, un tournant décisif pour le FEM, et va l'amener à repenser le rôle qu'il doit jouer en sa qualité de principal mécanisme financier des activités de protection de la biodiversité mondiale. Pour continuer à remplir ses fonctions de mécanisme financier de la Convention sur la diversité biologique, le FEM doit aujourd'hui évoluer et disposer de moyens renforcés. La préservation de la biodiversité doit cependant rester un domaine d'intervention à part entière, car l'enjeu consiste non seulement à mettre en lumière les problèmes particuliers liés à la protection d'un patrimoine mondial irremplaçable dont l'importance pour les sociétés humaines n'a pas encore été pleinement évaluée, mais aussi à définir les moyens de faire face aux menaces avérées et émergentes qui pèsent aujourd'hui sur les ressources naturelles, tout en mettant à profit les perspectives toujours plus vastes qui se présentent en matière d'action stratégique. Le FEM doit abandonner l'approche qui consiste à financer des projets individuels axés sur des objectifs précis en matière de protection de la biodiversité, au profit de programmes de plus grande ampleur s'articulant autour de multiples projets complémentaires. Ces derniers pourraient s'appuyer sur les ressources de différents domaines d'intervention, ce qui permettrait d'optimiser les investissements en faveur de la préservation de la biodiversité. »

Le FEM issu du processus de réforme a constitué une équipe de gestion des ressources naturelles, éliminant ainsi les frontières qui existaient jusqu'alors entre les domaines d'intervention « diversité biologique », « dégradation des sols » et « eaux internationales ». Cette nouvelle structure a favorisé l'enrichissement mutuel au plan stratégique et l'émergence de nouveaux programmes multisectoriels, comme le Programme de gestion durable des forêts. Les autres programmes précurseurs engagés au titre de FEM-4 (Alliance FEM-Pacifique pour un avenir viable, projet de Cadre d'action du partenariat pour la préservation de la diversité biologique mis en œuvre en Chine, entre autres exemples) ont permis de concentrer les ressources allouées aux projets sur la biodiversité, l'atténuation du risque climatique et les mesures d'adaptation au changement climatique, la dégradation des sols et les eaux internationales dans le cadre de plans d'action intégrés, axés sur des problèmes multiples, et visant à favoriser les synergies entre les différentes interventions du FEM. Cette approche est également propice à un meilleur rendement des investissements en faveur de la protection de l'environnement.

Rien n'illustre mieux cette évolution de la portée des interventions planifiées, et de la façon dont le FEM entend mener à bien son ambitieux dessein (à savoir mettre en œuvre des activités aux retombées déterminantes sur la biodiversité, et dont découlent de multiples avantages) que la stratégie de gestion durable des forêts et l'initiative « Portefeuille forêts tropicales » dont elle est assortie. Les forêts tropicales, qui contribuent à la préservation de la biodiversité mondiale, pourvoient à la subsistance des communautés rurales et constituent un refuge spirituel et culturel pour les populations locales et isolées, sont parmi les principales sources de services écosystémiques du monde, et jouent à cet égard un rôle fondamental dans la préservation durable du bon état de santé et de la stabilité de la planète. Les forêts tropicales sont désormais considérées comme une des composantes majeures du dispositif global de réduction des émissions de CO₂, dans la mesure où elles sont à l'origine de 20 % des émissions de gaz à effet de serre.

Le Programme de gestion durable des forêts de FEM-4 offre au FEM l'occasion d'appliquer à titre expérimental une méthode plus structurée et mieux ciblée de programmation de ses ressources, et de s'attaquer aux principales menaces qui pèsent sur les écosystèmes forestiers, en s'efforçant d'optimiser les effets de la mise en commun des ressources investies en particulier dans les domaines de la biodiversité, du changement climatique et de la promotion de moyens de subsistance durables. Le premier projet de grande envergure élaboré au titre de ce programme est l'Initiative pour le bassin du Congo (introuvable), qui réunit six pays d'Afrique centrale et à déjà permis de mobiliser des financements supplémentaires auprès d'autres bailleurs de fonds, en complément des investissements du FEM. La mobilisation de ces cofinancements revêt une importance primordiale, dans la mesure où le FEM ne dispose toujours pas de financements suffisants pour organiser une riposte efficace face aux menaces grandissantes qui pèsent sur les pays en développement abritant de riches écosystèmes forestiers. Les efforts déployés à ce jour par le FEM pour mobiliser des cofinancements auprès de ses Agents d'exécution et d'autres sources potentielles de financement ont été largement couronnés de succès, mais l'ampleur du défi à relever est telle qu'il va devoir accroître sensiblement sa capacité à investir sur fonds propres s'il veut répondre aux appels de plus en plus pressants des États désireux de prendre des mesures radicales pour enrayer le déboisement, la dégradation des habitats naturels et le recul de la biodiversité. D'autres projets en faveur des écosystèmes d'Amazonie et de Nouvelle-Guinée relevant également de la stratégie de gestion durable des forêts du FEM sont en cours d'élaboration.

À mesure qu'il acquiert de l'expérience au travers de la mise en œuvre de son programme de gestion durable des forêts, le FEM jette les bases d'une initiative mondiale plus ambitieuse axée sur la protection des forêts, qui sera mise en œuvre au titre de FEM-5 et répondra aussi à des objectifs plus précis en matière d'atténuation du risque climatique. Nombre de secteurs sont à la fois porteurs des menaces qui pèsent sur les forêts et des solutions qui pourraient permettre d'en

Les forêts tropicales, qui contribuent à la préservation de la biodiversité mondiale, pourvoient à la subsistance des communautés rurales et constituent un refuge spirituel et culturel pour les populations locales et isolées, sont parmi les principales sources de services écosystémiques du monde.



assurer la préservation et la gestion durables (expansion de l'agriculture, évolution des marchés mondiaux des produits de base, développement infrastructurel et énergie, entre autres exemples). Mais c'est surtout le rôle des forêts dans le cycle mondial du carbone qui suscite aujourd'hui une attention grandissante de la part des responsables politiques, et le FEM doit se préparer à agir rapidement dans ce domaine. La mise en œuvre effective de la stratégie de gestion durable des forêts suppose par conséquent une démarche plus intégrée et de plus grande portée.

Les impératifs liés aux changements climatiques ont amené le FEM à adopter une démarche plus réaliste dans le cadre des programmes qu'il met en œuvre dans le domaine de la gestion des ressources naturelles. S'il faut incontestablement faire vite, pour ne pas laisser passer des occasions précieuses de contribuer à la préservation de la biodiversité mondiale, on ne peut plus aujourd'hui se contenter d'agir dans le court terme, dans l'espoir de résoudre les problèmes les plus urgents de préservation de la biodiversité. Les interventions immédiates qu'exige la situation doivent s'accompagner d'initiatives de plus longue haleine visant à préparer la riposte contre les effets prévisibles de l'évolution du climat. Dans certaines régions, des dispositifs entiers d'aires protégées devront être mis en place dans le cadre de stratégies d'adaptation ciblées, à mesure que les espèces et les communautés humaines s'adapteront à un environnement en pleine évolution.

Dans le même temps, les possibilités d'intégration d'objectifs multiples dans le cadre des activités de gestion des ressources naturelles sont de plus en plus nombreuses. Nous savons que la lutte contre la désertification, la gestion durable des sols et l'amélioration des systèmes de production sont des objectifs interdépendants, et que cette interdépendance est la clé de stratégies de préservation de la biodiversité efficaces. Ce principe d'interdépendance positive est au cœur d'un nouveau projet du FEM, l'Initiative de gestion des sols dans les pays d'Asie centrale, lancée récemment. Cinq pays d'Asie centrale se sont associés à plus d'une douzaine de partenaires du développement dans le cadre de ce projet doté d'un budget de

1,4 milliard de dollars, qui vise à remettre en état des terres dégradées afin d'en améliorer durablement la productivité. Le projet sera mis en œuvre au cours des dix prochaines années, à l'appui de la gestion durable des sols et de la lutte contre la dégradation des sols au Kazakhstan, au Kirghizistan, au Tadjikistan, au Turkménistan et en Ouzbékistan.

Le FEM doit aussi étendre la portée des projets qu'il finance dans le domaine d'intervention «eaux internationales», en particulier ceux axés sur la protection des ressources marines et la gestion intégrée des bassins hydrographiques. Le FEM est l'organisme qui contribue le plus à la création et à la gestion des aires protégées dans le monde. Toutefois, ces efforts se sont concentrés jusqu'à présent sur les zones terrestres. S'il y a encore dans ce domaine d'importantes carences à combler, les preuves du rôle vital des aires marines protégées dans la préservation à la reconstitution des ressources halieutiques et des écosystèmes vulnérables comme les récifs coralliens sont de plus en plus nombreuses, et doivent pousser le FEM à porter ses activités dans ce domaine à une échelle comparable à celles des efforts qu'il déploie en faveur de la protection des écosystèmes terrestres.

Le FEM doit continuer d'œuvrer à la réalisation des objectifs de la CDB axés sur l'accès aux ressources génétiques et aux savoirs traditionnels connexes et le partage des avantages découlant de leur utilisation. S'il n'y a eu pratiquement aucune demande en ce sens de la part des États membres au cours de FEM-4, la mise en place d'un régime international d'accès aux ressources et de partage des avantages résultant de leur exploitation semble néanmoins de plus en plus probable. Le FEM entend à cette fin appuyer les initiatives de renforcement des capacités mondiales d'accès aux ressources et de partage des avantages résultant de leur utilisation.

En résumé, le FEM est aujourd'hui en pleine mutation et doit impérativement devenir une institution de plus grande envergure, plus souple et plus efficace, dotée d'une véritable vision stratégique, s'il veut être à même de financer des projets à l'appui des objectifs

prioritaires définis par la communauté internationale au travers des décisions adoptées par les parties à la CDB. Le FEM devra disposer des ressources nécessaires pour agir à différentes échelles temporelles. À titre d'exemple, il doit dans le court terme continuer d'aider les pays en développement à étendre leurs dispositifs d'aires protégées, qui sont actuellement très incomplets. Il s'agit en priorité de préserver les espèces et les habitats gravement menacés qui ne survivront pas si rien n'est fait pour assurer directement leur protection ou promouvoir d'autres modes d'utilisation des terres. Ces interventions immédiates seront indispensables à la concrétisation des engagements souscrits au titre de la CDB en faveur d'une forte réduction du rythme actuel d'appauvrissement de la diversité biologique. Le FEM doit aussi intensifier rapidement son action en faveur des océans, et renforcer la viabilité financière des dispositifs d'aires protégées, pour que ces derniers puissent atteindre leurs objectifs en matière de gestion. Les retombées des investissements déjà réalisés et à venir ne doivent pas être réduites à néant faute de ressources ou de suivi.

Le FEM doit aussi poursuivre ses activités de renforcement des capacités institutionnelles, de sorte que les organismes compétents puissent protéger efficacement les biens environnementaux dont ils ont la charge. Le renforcement des capacités est probablement la forme d'investissement la plus durable, mais ses effets ne se font généralement sentir que dans le moyen et le long terme. Les phénomènes environnementaux émergents qui influent directement sur la biodiversité, au premier rang desquels figure le changement climatique, doivent être pris en compte dans le cadre de tous les projets et programmes du FEM, indépendamment des activités sectorielles axées spécifiquement sur les questions climatiques. La protection des forêts du monde offre quant à elle des solutions qui ne font que des gagnants, et permet de dégager des ressources pratiquement sans précédent dans l'histoire de l'environnement mondial, en dépit de pressions grandissantes liées aux effets de la mondialisation.

À plus long terme, la préservation de la biodiversité devra être systématiquement et pleinement prise en compte dans le processus de développement, tous secteurs confondus. Les économistes de l'environnement s'accordent de plus en plus à reconnaître que les changements qui influent sur la diversité biologique de la planète ne sont pas sans incidence sur les biens et services environnementaux, en particulier ceux dont les communautés rurales sont le plus fortement dépendantes. Si l'ampleur de cette dépendance reste à déterminer, la plupart des études montrent que la préservation de la biodiversité est un investissement particulièrement bénéfique, en particulier pour les pays abritant une riche diversité biologique. Le FEM est prêt à relever ces nouveaux défis et à tirer parti des potentialités qui se présentent, en mettant en œuvre des projets et programmes novateurs de grande ampleur axés sur la prise en compte systématique de la préservation de la biodiversité dans les zones d'activité productive.



LE FEM ET LA BIODIVERSITÉ

Gustavo A. B. da Fonseca, chef d'équipe, ressources naturelles
gfonseca1@thegef.org

Mark Zimsky, coordinateur du groupe biodiversité
Spécialiste senior de la biodiversité
mzimsky@thegef.org

Jaime Cavelier, spécialiste senior de la biodiversité
jcavelier@thegef.org

Nicole Glineur, spécialiste senior de la biodiversité
nglineur@thegef.org

Paz Valiente, spécialiste senior de la biodiversité
pvaliente@thegef.org

Yoko Watanabe, spécialiste de la biodiversité
ywatanabe@thegef.org

CRÉDITS PHOTOS

Couverture	Sebastião Salgado/Amazonas images	50	Centro para la Investigación en Sistemas Sostenibles de Producción Agropecuaria
5	© Frans Lanting/www.lanting.com		
6	© Frans Lanting/www.lanting.com	51	© Frans Lanting/www.lanting.com
14	© Frans Lanting/www.lanting.com	52	Colin Monteath/AGE Fotostock
16	© Frans Lanting/www.lanting.com	54A	© Frans Lanting/www.lanting.com
19	© Frans Lanting/www.lanting.com	54B	© Frans Lanting/www.lanting.com
20	© Frans Lanting/www.lanting.com	54C	© Frans Lanting/www.lanting.com
22	© Frans Lanting/www.lanting.com	55	© Frans Lanting/www.lanting.com
26	© Frans Lanting/www.lanting.com	56	© Frans Lanting/www.lanting.com
29	Sebastião Salgado/Amazonas images	59	Pete Turner/The Image Bank
31	Matthieu Ricard/The Image Bank	61	© Pete Oxford/Nature PL
32	© Frans Lanting/www.lanting.com	62	© Eric Miller/Panos Pictures
34	Eric Meola/Iconica	64	Sebastião Salgado/Amazonas images
35	© Alan Greensmith/ardea.com	66	© Frans Lanting/www.lanting.com
37	© Doc White/ardea.com	68	Mark Conlin/V&W/imagequestmarine.com
38	Christina Craft Photography	71	© Jerry Callow/Panos Pictures
39	© Frans Lanting/www.lanting.com	73	© François Gohier/ARDEA LONDON
41	© Frans Lanting/www.lanting.com		
44	© Frans Lanting/www.lanting.com		
47	© Frans Lanting/www.lanting.com		
49	Keren Su/China Span		

